

DE 100.000 B/J EN SEPTEMBRE

L'OPEP+ DÉCIDE D'AUGMENTER SA PRODUCTION

Page 2

INDUSTRIE

VERS LA PRODUCTION DU LAIT INFANTILE EN ALGÉRIE

Page 4

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4562 | Jeudi 4 août 2022 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

GRÈVE CHEZ AIR ALGÉRIE

LE SYNDICAT DES PILOTES NIE LES RUMEURS

Page 2

LE NOMBRE DE CAS EN AUGMENTATION

COVID 19 : LA 5^e VAGUE

Page 3

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARMÉE



RECONNAISSANCE ABSOLUE POUR LE RÔLE DE L'ANP

Page 5

■ TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

L'EX-MINISTRE KHAOUA LOURDEMENT CONDAMNÉ

Page 3

■ À TRAVERS LES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

TENTATIVES D'INTRODUCTION DE 129 KG DE KIF TRAITÉ DÉJOUÉES

Page 5

■ AFFAIRE D'ESCROQUERIE D'ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

LOURDES PEINES REQUISES CONTRE LES ACCUSÉS

Page 3

ÉLECTRICITÉ ET GAZ POUR LES ZONES ISOLÉES

22 milliards de dinars investis par Sonelgaz

Le Groupe Sonelgaz a investi plus de 22 milliards de dinars, dans le cadre de la réalisation du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le raccordement des zones isolées en électricité et en gaz naturel, a indiqué le PDG du Groupe, Mourad Adjal.

PAR RIAD EL HADI

M. Adjal a précisé, dans un entretien à l'APS, que "la valeur globale des investissements consacrés au raccordement des zones iso-



lées en électricité et en gaz naturel, dans le cadre du programme initié par le Président de la République, a dépassé les 22 milliards de dinars", assurant que ce programme "est toujours en cours".

Ce montant englobe plusieurs programmes, tels le programme quinquennal, le programme complémentaire, "le programme du Fonds commun des collectivités locales (FCCL), ainsi que le programme des zones d'ombre", a-t-il ajouté. A cet effet, il a souligné que le nombre des projets réalisés, au 30 juin 2022, "s'élève à 2.570 projets en électricité et 2.383 projets en gaz, soit l'équivalent du raccordement de 60.369 ouvrages électriques et 239.169 ouvrages de gaz".

Le PDG de Sonelgaz a assuré, d'autre part, que les réunions tenues avec les walis et représentants de la société civile dans 27 wilayas avaient permis "d'évaluer l'état d'avancement des projets énergétiques au niveau local et d'identifier les obstacles".

Elles ont abouti, a-t-il expliqué, "au règlement, de manière immédiate, de beaucoup de problèmes liés au raccordement des zones d'ombre, des exploitations agricoles, de centaines de milliers de logements et des forages".

Soulignant que l'objectif principal de ces visites était également de se rapprocher davantage du citoyen, le responsable a assuré qu'il compte achever ce programme de visites à l'ensemble des wilayas "avant la fin de 2022".

En outre, Sonelgaz a adopté un programme spécial pour le raccordement des exploitations agricoles, doté d'un budget

de plus de 25 milliards de dinars visant à "accélérer le développement agricole et renforcer la production agricole nationale", a indiqué M. Adjal.

Plus de 25 milliards de dinars pour raccorder plus de 20.000 exploitations agricoles

Compte tenu de l'importance de cette opération, "le nombre d'exploitations agricoles raccordées a atteint 20.233 sur un total de 45.878 exploitations, soit un taux de réalisation de 44%", a-t-il révélé. Sonelgaz a aussi investi dans le raccordement des zones industrielles en procédant à l'étude de 41 dossiers sur 48 demandes de raccordement de zones industrielles, permettant, ainsi, à 3.470 clients d'accéder aux deux énergies, soit 85 % du total des dossiers déposés, selon le responsable.

"Le Groupe compte, ainsi, réaliser plus de 2.601 km de réseau de transport avec 67 postes de distribution et 1.494 km de réseau de distribution, pour l'électricité, pour une enveloppe de 19.202 milliards de centimes", a-t-il ajouté.

Parmi les zones industrielles étudiées, 9 d'entre elles ont été raccordées à l'électricité, à savoir Sidi Khattab (Relizane), Tama Zoura (Ain Temouchent), Ain Ouessara (Djelfa), Wadi El Berdi (Bouira), Mashta Fatima et Ras El Oued (Bordj Bou Arreridj), Dhraa Hajja (M'sila), Oulad Saber (Sétif) et Ain Yagout (Batna).

S'agissant du gaz, le responsable prévoit la réalisation de plus de 414 km de réseau de transport avec 49 stations de pompage et 678 km du réseau de distribution, pour

une enveloppe de 2.608 milliards de centimes, soulignant que 3 zones industrielles parmi celles étudiées ont été raccordées au gaz naturel, à Sidi Khattab, Wadi El Bardi et Tama Zoura.

Les études concernant le reste des zones industrielles n'ont pas été achevées en raison de "l'absence de compléments des dossiers techniques, notamment le recensement des besoins énergétiques", a-t-il expliqué, assurant que tous les investissements engagés par Sonelgaz sont "ceux de l'Etat", alors que le Groupe "n'est qu'un outil de réalisation avec des Fonds publics".

Lancement de la première agence virtuelle à Alger avant fin 2022

Dans le cadre de la numérisation du groupe, le PDG a annoncé que Sonelgaz travaille sur un projet devant aboutir à l'ouverture d'une agence virtuelle avant la fin de l'année en cours dans la wilaya d'Alger.

Cette agence proposera tous les services d'une agence classique (demande de raccordement, paiement de factures) sans présence physique des agents commerciaux, souligne M. Adjal, ajoutant que "le client accomplira ces opérations à travers des appareils connectés au système d'information de Sonelgaz, à l'instar des agences bancaires".

Sonelgaz vise à travers sa politique de numérisation entamée en 2009 "à se hisser parmi les meilleurs dans le domaine, sur le plan international", a-t-il ajouté.

R. E.

DE 100.000 B/J EN SEPTEMBRE

L'OPEP+ décide d'augmenter sa production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom "OPEP+", ont décidé, lors de leur 31^e réunion ministérielle hier d'augmenter la production pétrolière totale de l'alliance de 100.000 barils/jour en septembre prochain, a annoncé le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Les 23 pays de l'OPEP+ (13 membres de l'OPEP et 10 pays producteurs non-membres) ont ainsi opté, pour septembre prochain, pour la réduction de la hausse de la production, par rapport à celle décidée fin juin, pour le mois d'août. Il s'agit d'une hausse plus basse que celles appliquées depuis la mise en œuvre d'un plan d'augmentation graduelle décidée en juillet 2021.

Depuis août 2021, la production de l'OPEP+ augmente mensuellement de 400.000 barils/jours avant d'atteindre 432.000 barils/jour, puis 648.000 barils/jour récemment.

Le pétrole sous les 100 dollars

Les prix du pétrole étaient en baisse hier avant une réunion très attendue des pays exportateurs de pétrole de l'Opep+, qui doit désormais décider d'une nouvelle stratégie après avoir retrouvé ses objectifs de production pré-pandémie, rapporte l'agence AFP.

Vers 09H30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre perdait 1,24% à 99,29 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en septembre baissait quant à lui de 1,29%, à 93,20 dollars. Les pays de l'OPEP+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés) se réunissent mercredi à Vienne pour discuter de leur stratégie de production de pétrole. Les analystes s'attendent à ce que l'alliance des producteurs conviennent de maintenir leur production, ou alors de l'augmenter légèrement. Les investisseurs devraient également guetter la publication de l'état des stocks américains de pétrole par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les analystes tablent sur une baisse de 1,5 million de barils des réserves commerciales de brut, mais aussi d'essence, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

R. N.

GRÈVE CHEZ AIR ALGÉRIE

Le syndicat des pilotes nie les rumeurs

PAR RACIM NIDHAL

Le début de l'actuel mois d'août a fait l'objet d'une rumeur qui touche une nouvelle fois la compagnie aérienne nationale. En effet, selon plusieurs médias qui l'ont rapporté, les pilotes d'air Algérie comptent se préparer pour une prochaine grève, gelant ainsi le trafic aérien national.

Par ailleurs, dans une déclaration accordée à l'arabophone Ennahar, le 2 août 2022, le syndicat des pilotes d'Air Algérie a décidé de rompre le silence et d'intervenir pour mettre un terme à cette rumeur. Qui touchent principalement à la compagnie aérienne nationale.

Dans cette intervention, le syndicaliste Krim Seghouane a expliqué que, certes, la dernière assemblée générale organisée par le syndicat a abordé les revendications non satisfaites par les responsables d'Air

Algérie. Mais a nié la rumeur portant sur un éventuel mouvement de grève que compte déclencher le personnel navigant technique. A l'époque précédant la pandémie, les deux parties, notamment les responsables et le syndicat des pilotes d'Air Algérie, ont signé un accord des conventions collectives. Et à raison du contexte sanitaire et de la situation financière d'Air Algérie, l'accord a été gelé.

Cependant, actuellement, ce n'est plus le cas. Karim Seghouane affirme que le syndicat a repris son activité pour discuter des problèmes socioprofessionnels. Que connaît cette catégorie de personnel chez Air Algérie. Dans ce sens, ce même syndicaliste ajoute que les pilotes d'Air Algérie ont l'habitude de faire des allers retours vers la Chine. Sans même prendre de repos. Celui-ci confirme que ce cas figure parmi plein d'autres que revendique le syndicat. Par ailleurs, ce dernier confirme

qu'il est conscient de la situation d'Air Algérie. La raison pour laquelle aucune possibilité de grève n'a été négociée. Surtout avec le dernier incendie qu'a connu l'unité de production Catering d'Air Algérie. En plus de la situation turbulente que connaît Air Algérie au niveau de l'aéroport Heathrow. Cette dernière a enregistré le 25 juillet dernier, un incendie au niveau de son unité de production Catering à l'aéroport d'Alger. Un incident qui a nécessité l'intervention des unités de protection civile pour empêcher la propagation des feux.

Des dommages matériels ont été enregistrés. Notamment, pour plusieurs machines de restauration. Par ailleurs, la compagnie aérienne nationale rassure dans un communiqué sa clientèle. Et ce, concernant la continuité de ses prestations liées aux vols au départ de l'aéroport d'Alger.

R. N.

LE NOMBRE DE CAS EN AUGMENTATION

Covid 19 : La 5^e vague



La pandémie du Covid 19 est loin d'avoir disparue, loin s'en faut. Preuve en est le nombre sans cesse croissant de cas de contaminés qui va chaque jour croissant.

PAR KAMAL HAMED

Une courbe ascendante constatée depuis une dizaine de jours maintenant et qui commence sereinement à alerter sur l'existence d'une nouvelle vague.

Avant-hier mardi le nombre de cas de contaminés a dépassé la centaine. « Cent-onze (111) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 77 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie », a indiqué mardi le ministère de la Santé dans un communiqué. Ce seuil symbolique n'a pas été atteint depuis des mois maintenant.

Ces derniers jours, le nombre des cas a enregistré un bond en avant. Cela a évidemment poussé les spécialistes à monter au créneau de nouveau pour attirer l'atten-

tion en évoquant désormais ouvertement la 5^e vague. En effet, le professeur Ilias Bey Akhamok considère que ce nombre de cas de contaminés est l'expression vivante du début de la 5^e vague. Membre de la commission scientifique chargée de lutter contre la pandémie, le Pr Akhamok a précisé hier dans une déclaration à une chaîne de TV que ce nombre est celui des cas confirmés par la PCR.

En somme, ce nombre est nettement en dessous de la réalité et serait encore plus grand. « La pandémie est loin d'être finie » a indiqué le professeur en soulignant que de nouvelles variantes apparaissent çà et là chaque jour. Cette nouvelle vague interpelle bien sûr les autorités et l'opinion publique nationale sur la nécessité de faire face à cette propagation dans un contexte où les algériens ont abandonné depuis fort longtemps les gestes barrières croyant sans doute en avoir fini avec la pandémie. Il est vrai que depuis presque semestre maintenant le reflux de la pandémie a été important et l'Algérie en est arrivé à n'enregistrer aucun cas de contamination. Une situation qui favorise le relâchement total de la population et même des autorités qui ont considérablement allégé le dispositif sanitaire avec,

comme point d'orgue, l'ouverture presque totale des frontières du pays. Cela au moment où l'on n'entend plus parler des campagnes de vaccination contre la pandémie. Sauf en de rares occasions où l'on rappelle la nécessité de se faire vacciner contre la pandémie car la vaccination reste le seul moyen de faire face au Covid 19 et de le juguler. Certes, tous les jours les autorités rappellent, par le biais du communiqué quotidien rendant compte des cas de Covid 19, sur la nécessité de faire preuve de vigilance en observant les mesures barrières, mais les citoyens font désormais comme si le Covid 19 n'existait plus. En atteste leur attitude quotidienne ou les mesures barrières, à l'exemple du port du masque, ont pratiquement disparu. Alors la vaccination contre cette pandémie ne fait plus, dès lors, partie de leur préoccupation et n'est plus une priorité. Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, évoque pourtant périodiquement la question de la vaccination. « Nous avons remporté une bataille mais pas la guerre », a-t-il mis en garde il y a quelques semaines. Et de rappeler que la vaccination reste le seul moyen efficace de lutte contre la pandémie.

K. H.

TRAITE DES PERSONNES

Une nouvelle loi bientôt

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

L'Algérie s'apprête à promulguer une nouvelle loi contre la traite des personnes. Ce projet de loi s'inscrit en phase contre ce phénomène et s'adapte aux 72 conventions signées avec 42 Etats dans le cadre de la lutte contre ce fléau.

Selon la déléguée nationale de la protection et la promotion de l'enfance Meriem Cherfi « l'avant-projet de loi qui sera soumis prochainement au gouvernement est de nature à cerner tous les aspects du phénomène ». A l'occasion de la journée internationale de la dignité des victimes de la traite des personnes le 30 juillet dernier, l'Algérie a mis en avant tout un arsenal juridique qui garantit la lutte contre ce phénomène et de garantir la protection des victimes. La Constitution algérienne garantit la dignité des personnes et leur protection contre les formes d'abus phy-

siques et moraux. Pour bien clarifier les contours d'un tel phénomène, les autorités judiciaires ont établi une série de mesures pénales à l'encontre de toute personne ou groupe impliqués dans la traite des personnes selon la loi 01-09 de 2009 où des peines de prison allant de 3 à 20 ans sont codifiées. Cela ne s'arrête pas à ce niveau puisque les réseaux qui font dans le trafic des personnes sont tout le temps démantelés grâce à une coordination entre les services de sécurité et les autres organismes de l'Etat chargés de gérer les flux d'étrangers transitant par le territoire national. L'Algérie qui reste liée par les 72 conventions internationales ratifiées avec d'autres Etats a déjà prévu « des mécanismes prévisionnels qui mettent en alerte contre la présence ou des actes de la traite des personnes ». Pour sa part, le président du Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes Abdelghani

Merabet a signalé dans une déclaration publique que « pour la prévention contre de tels crimes, il est question d'installer un organisme national qui sera chargé de protéger les victimes de la traite des personnes ». Avec le Haut Commissariat aux réfugiés considère dans ce dernier rapport que c'est surtout « les routes du désert pour les migrants des pays du Sahel que les dangers sont là ». Des enlèvements et des abus sur des personnes qui veulent transiter illégalement les frontières algériennes sont les premières victimes des réseaux criminels. Mais si la situation dans d'autres pays est déplorable, le HCR note tout de même les efforts algériens dans le cadre de cette lutte à travers une coopération internationale et celle relative en matière de droits de l'Homme et de la prise en charge des victimes.

F. A.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

L'ex-ministre Khaoua lourdement condamné

Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, hier, l'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, à une peine de dix ans de prison ferme dans une affaire de corruption où il est poursuivi avec son fils et d'autres accusés. Le fils de Tahar Khaoua, Zakaria, a écopé d'une peine de quatre (4) ans de prison ferme avec la confiscation de tous les avoirs et biens immobiliers des accusés. Tahar et Zakaria Khaoua ont également été condamnés à verser solidairement au Trésor public 100 millions de dinars. Une peine de trois ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA a, par ailleurs, été prononcée contre l'ancien wali de Batna, Mohamed Slamani, accusé dans la même affaire. Pour le délit de non-dénonciation, une peine d'un an de prison avec sursis assortie d'une amende de 100.000 DA a en outre été prononcée contre l'ancien directeur de l'Agence CPA de Batna, Abdelaziz Abdelhak. Les autres accusés dans cette affaire ont été acquittés par le tribunal qui a ordonné la mainlevée de leur contrôle judiciaire. Les coaccusés dans cette affaire sont notamment poursuivis pour trafic d'influence en vue d'obtenir d'indus avantages, enrichissement illicite, blanchiment d'argent, menace de diffamation, acceptation de chèques de garantie et faux témoignages.

AFFAIRE D'ESCROQUERIE D'ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

Lourdes peines requis contre les accusés

Le Procureur général près la Cour d'Alger a requis, hier, une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars à l'encontre du dénommé Oussama Rezagui, propriétaire de la société "Future Gate" qui a escroqué des étudiants qui voulaient poursuivre leurs études à l'étranger. Une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA a été également requise à l'encontre des autres accusés dans cette affaire à leur tête les influenceurs Numidia Lezoul, Farouk Boudjemline dit "Rifka" et Mohamed Aberkane dit "Stanley".

Les accusés sont poursuivis pour "escroquerie, faux et usage de faux de documents administratifs et bancaires, blanchiment d'argent et violation de la réglementation régissant le mouvement des capitaux".

DILAPIDATION DE DENIERS PUBLICS

5 ans de prison de ferme requis contre Djamel Ould Abbès

Le Procureur de la République près le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis hier une peine de cinq ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre de la Solidarité, Djamel Ould Abbès, dans une affaire de corruption lorsqu'il était à la tête du secteur. Le représentant du parquet a également requis contre Ould Abbès le versement d'une amende de trois millions de DA et la confiscation de tous ses biens. L'ancien ministre est poursuivi pour "dilapidation de deniers publics, suite au détournement avéré de fonds à partir du compte du ministère de la Solidarité nationale, abus de fonction, blanchiment d'argent et défaut de déclaration de biens".

R. N.

INDUSTRIE

Vers la production du lait infantile en Algérie

Le ministère de l'Industrie a annoncé, via un communiqué rendu public, le lancement du projet de production de préparations pour nourrissons (poudre de lait infantile), après avoir lancé deux phases de consultations d'intégration et de partenariat. Le communiqué du ministère de l'Industrie indique avoir « lancé ce mardi 02 août 2022, et dans un premier temps, des concertations avec les secteurs et organismes concernés par la réalisation du projet de production de lait maternisé en Algérie, suivies dans un second temps par l'implication de tous les acteurs et opérateurs économiques en vue de réaliser un complexe intégré à travers un partenariat fort entre les secteurs public et privé pour apporter une valeur ajoutée à l'Économie nationale ».

Créer une industrie local du poudre de lait infantile, importé à 100% d'Europe

Le communiqué ajoute que, dans une allocution du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, il a souligné que « cette réunion consultative et pratique intervient en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour le lancement immédiat en concrétisant le projet de réalisation du complexe de production de lait infantile, après sa présentation en Conseil de Gouvernement le 07 juillet 2022 ». Le ministre a souligné que « le marché national doit investir dans ce domaine vital, et remplacer le lait en poudre importé des pays européens par un produit fabriqué au niveau local », notant que « le lait infantile est un produit industriel stratégique sensible ».

Pour référence, la production mondiale de lait en poudre pour nourrissons est estimée à 1,9 million de tonnes de lait en poudre par an, et l'Algérie importe cette substance des pays européens à raison de 100%.

TAUX DE CHANGE

Le dinar face aux autres devises

Face aux principales devises, que ce soit au marché noir ou à la Banque d'Algérie, la valeur de la monnaie nationale ne cesse de chuter. À la Banque d'Algérie, le Dinar Algérien est en souffrance devant les principales devises. Hier 3 août 2022, un seul Euro est cédé au niveau des guichets de la banque d'Algérie contre 148,40 dinars algériens à l'achat et contre 148,43 dinars algériens à la vente. Un dollar américain est cédé contre 145,73 dinars algériens à l'achat et contre 145,74 dinars algériens à la vente. Le dollar canadien quant à lui est cédé contre 113,24 dinars algériens à l'achat et contre 113,29 dinars algériens à la vente. La Livre Sterling un seul Pound s'échange à la Banque d'Algérie contre 177,83 dinars algériens à l'achat et contre 177,85 dinars algériens à la vente.

Du côté du marché noir

Durant la matinée d'hier 3 août 2022, un seul Euro s'échange ce matin contre 210 dinars algériens à la vente et contre 208 dinars algériens à l'achat.

Du côté Américain, un seul dollar américain s'échange contre 203 dinars algériens à la vente et contre 205 dinars algériens à l'achat. Le dollar Canadien s'échange quant à lui contre 150 dinars algériens à l'achat et contre 153 dinars algériens à la vente. Enfin concernant la Livre Sterling, un seul Pound est cédé par les cambistes contre 245 dinars algériens à la vente et contre 242 dinars algériens à l'achat.

R. N.

EXPLOITATION ILLÉGALE DES PLAGES

Les services de sécurité sévissent

Après les parkings « sauvages », les services de sécurité ont procédé aux opérations coup de poings au niveau des plages d'Alger. Des personnes qui exploitent illégalement des plages ont été interpellées.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Décidément, c'est le ménage qui se fait au niveau de la côte algéroise. Les bandes de jeunes qui faisaient le dictat il y a des jours sur les plages ne devront plus sévir. Au niveau des plages d'Ain Benian, Sidi Fredj, et à l'Est de la capitale à la plage dite « bateau cassé » et Heraoua à Ain Taya, les services de la

Gendarmerie nationale ont interpellé les exploitants de plages non autorisés par les collectivités locales.

Les chaises, parasols et transats ont été saisis dans ce cadre de contrôle opéré depuis le début du mois de juillet. Selon la cellule du commandement de la Gendarmerie nationale « 200 éléments ont été mobilisés dans le cadre de la sécurisation des plages à la capitale » sans compter également sur l'appui des éléments de la DGSN.

La plupart des personnes arrêtées ont reçu bien avant des avertissements pour ne pas opérer illicitement sur les plages. Cette campagne a également interpellé des suspects qui détenaient des lots de boissons alcoolisées et des armes blanches. Des brigades mobiles et fixes des services de sécurité font le ratissage dans ces endroits

et spécialement dans certaines plages isolées où des délinquants tiennent comme coins de refuges. Cette campagne s'inscrit dans un cadre national pour mettre hors d'état de nuire toutes les personnes qui imposent des tarifs exorbitants aux estivants.

Des exploitants qui disent avoir été autorisés mais sans document ni agréments à l'appui pour valider leurs activités.

Au niveau de ces places publiques dédiées aux vacanciers, c'est désormais la tranquillité et la détente qui doivent prévaloir pour les estivants.

Rappelons que les pouvoirs publics avaient suspendu il y a 2 ans toute activité de concession des plages pour abus et dépassements qui ont été enregistrés.

F. A.

LOGEMENTS D'ASTREINTE SQUATTÉS

Où en est le dossier ?

PAR IDIR AMMOUR

Compte tenu de l'importance que revêt la prochaine rentrée scolaire, les pouvoirs publics et l'ensemble de la famille de l'éducation redoublent d'efforts en mobilisant toutes les potentialités pour la faire réussir sur tous les plans (pédagogique, organisationnel et matériel). En effet, le ministère de tutelle, a donné des instructions à l'effet de garantir une rentrée scolaire réussie telles que la rationalisation de l'exploitation des ressources humaines, la couverture des régions connaissant un manque en la matière, l'encadrement des élèves tout en assurant la disponibilité du livre scolaire et l'ouverture des cantines. Rien n'est pris au hasard selon les différentes déclarations des responsables du secteur.

Mais l'exception qui confirme la règle, relevant tous les défis, est loin d'être réglée, ni abordée. Il s'agit des logements de fonctions occupés par les enseignants retraités ou leurs proches. Sachant que la majorité d'entre eux, ont bénéficié de logements, selon les enquêtes réalisées

dans le cadre du fichier national du logement. En effet, à travers plusieurs régions du pays, les élèves sont privés d'enseignants de certaines matières, car l'Etat n'arrive pas à les fixer dans ces zones enclavées.

Le logement de fonction aurait été un atout ou un avantage de taille pour encourager les recrutements dans ces régions qui n'arrivent pas à sédentariser leurs fonctionnaires.

Ces anciens employés du secteur de l'Éducation refusent tout simplement de quitter les logements occupés durant les années de leur service, malgré les interventions et le recours à la force publique. L'instantanéité de ce phénomène, qui inquiète à plus d'un titre, interpelle la conscience de chacun de nous.

A ce titre, les citoyens dignes de ce nom, n'ont pas hésité à le dénoncer à travers les différents supports médiatiques pour mettre fin à de telles pratiques d'un autre âge. Et pourtant, le gouvernement avait promis de régler cette épineuse question. Depuis plus rien. Ce que déplorent d'ailleurs les nouveaux enseignants en particulier, qui

attendent avec impatience, ce qui leur revient de droit pour accomplir leur mission dans de meilleures conditions. En effet, quelques mois avant, le ministère de l'Éducation nationale semblait déterminé, en créant un fichier national consacré aux logements de fonction des travailleurs du secteur.

Il avait déjà procédé, dans ce cadre, à l'entame de l'opération, en recensant tous ces logements. Autrement dit, le fichier inclura, notamment l'identification de tous les logements de fonction du secteur répartis à travers le territoire national. La question est d'autant plus complexe que le droit du travail ne lui consacre aucune disposition. C'est une réalité qui n'arrange pas les enseignants en exercice qui souffrent d'une éventuelle stabilité, pour mener à bien leur mission, contrairement à leurs aînés, qui en ont profité durant les années avec tous les frais avec (électricité, gaz et eau). Face à cette situation dont les squatteurs jouent les victimes, il y a bien de quoi reprendre le bâton du pèlerin pour maîtriser la situation.

I. A.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARMÉE

Reconnaissance absolue pour le rôle de l'ANP

L'Algérie célèbre aujourd'hui, la Journée nationale de l'Armée nationale populaire (ANP), instituée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, en reconnaissance du rôle important de l'institution militaire dans le processus d'édification du pays et de la sauvegarde de l'unité et de la Souveraineté nationales.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le Président Tebboune avait annoncé, lors d'une réunion tenue au début de cette année au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), sa décision d'instituer la journée du 4 août, Journée nationale de l'ANP.

Dans un discours prononcé à cette occasion, il a salué les efforts de "l'Armée algérienne pacifique pour défendre l'Algérie avec force et ardeur".

Le décret présidentiel N°22-217 du 8 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 8 juin 2022 publié au JO 39 du mois de juin dernier prévoit la consécration de cette Journée nationale célébrant la conversion de l'Armée de libération nationale (ALN) en Armée nationale populaire (ANP), le 4 août 1962, en mettant en exergue le rôle important de l'institution militaire dans le processus d'édification du pays, la sauvegarde de l'unité et de la souveraineté nationales et de la préservation de l'intégrité du territoire national.

Cette journée nationale est célébrée au niveau de toutes les composantes de l'ANP, déployées sur l'ensemble du territoire national, à travers l'organisation de manifestations, d'activités et de cérémonies de distinction, en reconnaissance aux martyrs et aux moudjahidine de la Guerre de libération bénie, aux martyrs du devoir national, aux grands invalides de la lutte antiterroriste ainsi qu'aux éléments de l'ANP pour leur dévouement indéfectible



et leurs sacrifices incommensurables. Ces dernières années, l'ANP a poursuivi ses efforts soutenus en matière de modernisation et de développement des capacités de combat.

Elle a accompli des résultats probants en matière de lutte antiterroriste et contre le crime organisé, pour la défense des principes de la Glorieuse révolution, la sauvegarde de la souveraineté et de la sécurité du pays, la protection des frontières et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'unité du peuple, outre sa contribution au développement de l'économie nationale, à travers une stratégie étudiée visant à réaliser l'autosuffisance, à satisfaire les besoins du marché national et à développer la base industrielle du pays.

Le président de la République ne manque pas de saluer, à chaque occasion, le rôle pionnier et central de l'ANP qui poursuit sa mission de protection de la patrie, par fidélité au serment des Chouhada.

Lors de sa dernière entrevue avec la presse nationale, le président de la République a souligné que la force de l'Armée algérienne réside dans le fait qu'elle est une "Armée-Nation" qui a su créer des liens forts avec son peuple fier de son institution militaire.

Ce sentiment de fierté s'est hautement manifesté lors du défilé militaire organisé par l'ANP à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale.

Au cours de ce défilé militaire qui a dénoté le professionnalisme et le développement du système de Défense nationale,

le président de la République a souligné, dans son allocution, le respect et la considération de la nation pour l'ANP qu'il a qualifiée de bouclier de l'Algérie et de digne héritière de l'ALN, "dont nous notons fièrement, a-t-il dit, les acquis et les grandes réalisations accomplies". Il a en outre salué son professionnalisme et sa haute maîtrise des technologies militaires ainsi que "son attachement au serment des Chouhada et aux valeurs de Novembre".

Dans un message adressé au Chef d'Etat-Major de l'ANP, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, pour le féliciter du succès de ce défilé militaire, le Président Tebboune avait affirmé que l'Institution militaire dans notre pays "s'est résolument engagée sur la voie des sciences modernes et l'acquisition des technologies militaires de pointe, pour se mettre au diapason des dernières évolutions et progrès dans le domaine militaire, confortant ainsi sa place privilégiée au sein de la nation".

De son côté, le Général d'Armée Saïd Chanegriha avait soutenu, lors d'une cérémonie en l'honneur des cadres et personnels de l'ANP ayant participé au défilé militaire, que "l'armement de l'Armée nationale populaire est exclusivement voué à la défense de l'Algérie et à la protection de ses frontières et de sa souveraineté nationale, outre sa contribution à l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde sous l'égide des Nations unies".

L'Algérie "exprime clairement sa volonté et sa résolution à mener un rôle pivot sur

la scène régionale et internationale dans le cadre du droit international", avait-il souligné. Dans une allocution lors de la cérémonie annuelle de sortie de promotions à l'Académie militaire de Cherchell, le Général d'Armée Saïd Chanegriha avait affirmé que "l'Armée nationale populaire a toujours été garante de l'unité nationale et a joué un rôle important dans le développement national", ajoutant que l'ANP "poursuivra sa mission constitutionnelle". Cette mission constitutionnelle a été consacrée par la Constitution de novembre 2020 qui, outre la consolidation des rôles assignés à l'ANP, prévoit, à travers les articles 31 et 91, la participation de l'Armée à des missions de maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies pour faire face, de manière proactive, à toute menace notamment dans la région, et protéger les intérêts stratégiques du pays. Cet amendement constitutionnel réaffirme que les choix stratégiques de l'Algérie sont irréversibles et que sa doctrine en matière de politique étrangère et de Défense nationale est constante et immuable. Il a également mis en exergue la nécessité pour l'ANP et pour le pays de s'adapter à la nouvelle donne géopolitique qui dicte, comme option incontournable, la participation à la sécurité collective pour la défense des intérêts géostratégiques de l'Algérie.

L'article 31 de la Constitution dispose que "dans le cadre du respect des principes et objectifs des Nations Unies, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats Arabes, l'Algérie peut participer au maintien de la paix".

Selon l'article 91, le président de la République "décide de l'envoi des unités de l'Armée Nationale Populaire à l'étranger après approbation à la majorité des deux tiers (2/3) de chaque chambre du Parlement".

L'ANP se distingue des autres armées du monde par le fait qu'elle n'a pas été instituée par décret, un élément parmi d'autres qui explique la portée profonde de la dimension nationale et du prolongement populaire de la digne héritière de l'ALN issue de la matrice des souffrances d'un peuple qui, après avoir enduré les pires épreuves durant de longues décennies, a décidé de déclencher une des plus grandes Révolutions du XX^e siècle.

L. B.

À TRAVERS LES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

Tentatives d'introduction de 129 kg de kif traité déjouées

"Des tentatives d'introduction de quantités de drogues s'élevant à 129 kg de kif traité, à travers les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité qui ont arrêté également 42 narcotrafiquants durant la période du 27 juillet au 2 août 2022", a indiqué un bilan opérationnel publié hier par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécu-

rité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 15 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction des quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 129 kilogrammes de kif traité, alors que 27 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 72448 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les Régions militaires", souligne la même source.

Selon le même bilan, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, 28 individus et saisi un (01) fusil mitrailleur FMPK, un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions, 17 véhicules, 103 groupes électrogènes, 74 marteaux

pikeurs, 30 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, un (01) détecteur de métaux et des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite".

A Tébessa, Sétif, El-Oued, Tiaret, In Guezzam et M'sila, "huit (8) autres individus ont été appréhendés et six (6) fusils de chasse, 34900 paquets de tabacs, ainsi que des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande s'élevant à 23 tonnes ont été saisies", ajoute le bilan.

Dans le même contexte, les Garde-frontières "ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 34308 litres à Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et El-Oued".

Par ailleurs, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 147 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 39 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national".

Ces opérations exécutées par des unités et des détachements de l'ANP, dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, "ont abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne la même source.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA DE BERROUAGHIA
COMMUNE DE BERROUAGHIA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHÉ

NIF/098426475028415

Conformément aux dispositions du décret présidentielle n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale de Berrouaghia informe l'ensemble des soumissionnaires

Ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimal n°07/2022 -Paru dans les quotidiens nationaux :

* (EL DJAZAIR EL DJADIDA / الجزائر الجديدة en date du :04/07/2022

* (MIDI LIBRE en date du :04/07/2022

Portant Projet : التهيئة الحضرية بحى حنطابلى بالبرواقية

* suite au P.V d'ouverture des plis n°53/2022 du 18/07/2022

* suite au P.V d'analyse des offres techniques n°94/2022 du 24/07/2022

* suite au P.V d'évaluation des offres financières n°95/2022 du 24/07/2022

Le service contractant propose l'attribution provisoire du marché concernant le projet sous cité à :

N°	PROJET	L'entreprise	Note Techn ique	Délais de Réalisation	Montant proposé	Montant corrigé	OBS
01	التهيئة الحضرية بحى حنطابلى بالبرواقية	ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLIC ET DE CONSTRUCTION BARKET MED RUE 05 JUILLET MEDEA	77/47.38	04 MOIS ET 10 JOURS	35.560.487.00DA	35.560.487.00DA	Techniquement qualifié Et Offre financière moins distante

NB/ Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentielle n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires participant à cet avis d'appel d'offres contestant le choix opéré par les service contractant peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés dans les Dix (10) Jours qui suivent la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux et sont invités de se rapprocher de l'APC de Berrouaghia dans les trois (03) jours qui suivent la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres technique et financière.

Midi Libre n° 4562 - Jeudi 4 août 2022 - Anep 2216 015 144

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA

DIRECTION DE L'EDUCATION

NIS : 097409019169708

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 07/SPS/2022 (2^{ème} fois)

Est lancé pour :

Equipements d'un lycée 1000/300 R en remplacement du technicum Belkacem Elouzri (Blida)

En 03 lots : Lot 01 : Mobilier scolaire

Lot 02 : Mobilier Administratif

Lot 04 : Equipement de demi-pension

Les soumissionnaires (fabricants, grossistes, importateurs) intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges de l'opération gratuitement auprès de la DIRECTION DE L'EDUCATION WILAYA DE BLIDA (service de la programmation et suivi) 16 Bd TAKARLI ABDERREZAK- BLIDA. Le délai de préparation des offres est de 15 jours à partir de la date de la première parution de cet avis. Toutes les copies des documents fournis par l'administration doivent être valides.

L'offre devra contenir trois plis distincts :

DOSSIER DE CANDIDATURE

Déclaration de candidature - Déclaration de probité (signée et datée) - Déclaration du sous-traitant - Le Statut - Un extrait du registre de commerce électronique signé par le CNRC - Une copie de la carte d'immatriculation statistique (NIS) - Une attestation de mise à jour (CNAS et CASNOS) - Un extrait de rôle en règle avec les services des impôts - Attestation de dépôt de compte social pour les sociétés commerciale (année 2020) - Numéro d'identification fiscale (NIF) - Un extrait du casier judiciaire concernant le Directeur ou le gérant de l'entreprise. - Bilan financier des trois dernières années (2018-2019-2020) signé par les services des impôts.

OFFRE TECHNIQUE

Déclaration à souscrire signée et datée - Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté » - Lettre d'engagement portant le délai de réalisations - engagement des délais de garantie proposé - certificat d'origine pour les produits fabriqués localement - engagement de service après vente - mémoire technique justificatif- catalogue Détailler pour tous les articles de toute lots avec des photos (sans le nom de soumissionnaire).

Pour toutes autres informations voir cahier des charges y afférant.

OFFRE FINANCIERE

Lettre de soumission signée et datée

Bordereaux des prix unitaires signé et daté

Devis quantitatif et estimatif signé et daté

* Voir cahier des charges pour tous autres documents

Les offres doivent être mises dans trois plis distincts déposées sous enveloppe cachetée anonyme auprès de

M^{me} LA DIRECTRICE DE L'EDUCATION
DE LA WILAYA DE BLIDA

Elles ne doivent comporter que l'indication suivante :

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT

Equipements d'un lycée 1000/300 R en remplacement du technicum Belkacem Elouzri (Blida)

A NE PAS OUVRIR

La date de dépôt des offres ainsi que les catalogues, est fixée au dernier jour du délai de préparation des offres (Quinze (15) jours) à partir de la date de la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP de 08 à 12 heures de la même journée.

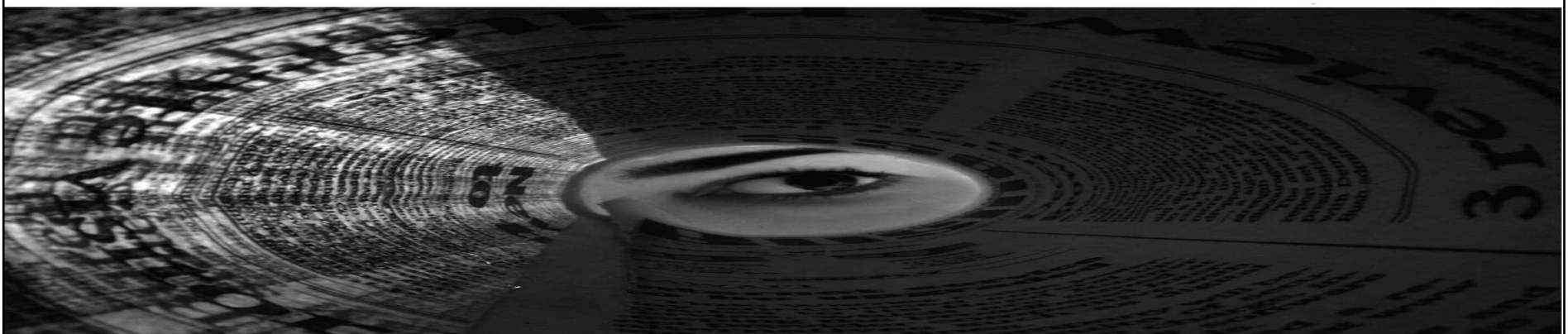
L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour ouvrable correspondant à la date de dépôt des offres au siège de la Direction de l'éducation (Service de la programmation et suivi) à 13H 00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant (03mois), augmentés du délai de préparation des offres, à compter de la date de dépôt des dossiers.

Midi Libre n° 4562 - Jeudi 4 août 2022 - Anep 2216 015 228

MIDI
Libre

L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI
Libre

L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI

CULTURE

Disco Maghreb, Saint Crepin, Zed el Youm et les autres....

Le dernier clip de DJ Snake a enflammé, récemment, les réseaux sociaux qui a vu des réactions plus ou moins mitigées des internautes. Dans ce clip, DJ Snake a voulu rendre hommage à Boualem Benhaoua, patron de la maison de disque Disco Maghreb, située dans un quartier populaire d'Oran et dont la devanture a été immortalisée par des dizaines de photos des nostalgiques de cette époque.



FESTIVAL DU COSTUME TRADITIONNEL

**Une affluence croissante sur
l'exposition organisée au Bastion 23**

Disco Maghreb, Saint Crepin, Zed el Youm et les autres....

Le dernier clip de DJ Snake a enflammé, récemment, les réseaux sociaux qui a vu des réactions plus ou moins mitigées des internautes. Dans ce clip, DJ Snake a voulu rendre hommage à Boualem Benhaoua, patron de la maison de disque Disco Maghreb, située dans un quartier populaire d'Oran, et dont la devanture a été immortalisée par des dizaines de photos des nostalgiques de cette époque.

CONTRIBUTION DE YUCEF ELMEDDAH

Boualem Benhaoua n'est pourtant pas le seul à avoir contribué à l'essor du Raï dans les années 80. On comptabilisait 120 éditeurs en 1983 contre 64 en 1982, la majorité établis à Oran et sa proche banlieue. C'était l'époque où la cassette remplaçait le disque vinyle que certains considéraient comme l'âge d'or du Raï. Mais au-delà de cette image nostalgique de la maison de disque, il faut rappeler le contexte de la production, la diffusion et la commercialisation de cette musique longtemps réduite à l'ouest du pays avant de se généraliser sur tout le territoire national et même en France.

Avant l'apparition du Raï avec Bellemou le trompettiste qui a remplacé la gasba par la trompette puis l'accordéon et le saxo entre autres, et qui a sorti Belkacem Bouteldja de son ghetto en l'accompagnant, les adolescents algériens de l'Ouest de cette époque écoutaient les mélodies marocaines de Ness El Ghiwane, Jil Jilala et El Mchaheb jusqu'en 1975, année de la première fermeture des frontières avec le Maroc suite au déclenchement du conflit du Sahara Occidental.

Bellemou, Bouteldja et Bouatiba Sghir sont alors considérés comme les précurseurs du Raï moderne. C'est un voisin, Fodil Bounadja (Allah yedekrou bel Khir) qui m'a fait écouter le



premier sur son poste-cassette qu'il promenait dans le quartier une chanson de Bellemou dans les années 75. Cette époque des cassettes était caractérisée par une incroyable anarchie quant au respect des droits d'auteur, la production et la commercialisation de ces supports.

« Ce témoignage d'un internaute illustre on ne peut mieux le malaise ambiant : « C'était de l'escroquerie à grande échelle, les chanteurs, musiciens etc. arnaqués et le Trésor public aussi, jusqu'au moment où on a commencé à étudier l'affaire de près. J'étais aux impôts dans les services des TCA (aujourd'hui TVA), on a constaté l'arnaque sur les déclarations, tous les éditeurs déclarés un taux à 6% comme prestation de services, alors que ce sont des producteurs, j'ai commencé le premier en Algérie à Oran, la régularisation des dossiers d'éditeurs et leurs notifiations de nouvelles impositions à 30% suivi de 200% de pénalités pour dissimulation de chiffres d'affaires, on était les premiers à le faire après il y a eu extension dans tout le pays, des sommes énormes sont réclamés

par le trésor, la colère est montée au plus sommet de l'état jusqu'au président Chadli (Allah yarhamou) qui a intervenu pour nous calmer et faire le nécessaire dans la modération et l'histoire est longue. »

Dans l'aventure du Raï de Bouziane Daoudi et Hadj Meliani, les auteurs rapportent que Belkacem Bouteldja reprochait à son éditeur Brahim d'Elfeth, de l'avoir exploité en même temps que Ahmed Saber et Chikha Rimiti, dans les années 60, en le rémunérant 2500 DA pour un 45 tours. Cette exploitation fut poursuivie en France lorsque l'éditeur a voulu l'Algérie pour créer la maison d'édition Chant d'Or. Une cassette de Rachid et Fethi a été piratée par la maison El Feth.

Même le chanteur Bedoui d'El-Asnam, Mohamed Belkhiati, autre ami de mon frère El Mehdi d'Oran à qui il a dédié de nombreuses chansons, s'est plaint de ce plagiat scandaleux avec cette chanson en en nommant ses plagiaires : Chal men Maaza et guedmete ou sjet

Combien de chèvres se sont enhardies, prenant de l'assurance

Ou adeaate moughania ou teka-lem
Se proclamant chanteuses et prirent la parole
Chat'hou Aliha ennassa ndama ghanate

Les gens ont dansé quand elles ont chanté
Ou Kalou hada fen metghenem
Et ont déclaré que c'était là un art avancé

Dar elhal ou ennass en amete
Les temps ont changé et les gens se sont aveuglés
Ki Adou youghawel l'hayeme
Depuis qu'ils acclament des bestiaux

Mithele Zahouani, Benchenet ou nasra ou Jamelt'houn
Comme Zahouani, Benchenet, Nasro et leurs semblables
Yahafdou el klem ghir mene el cassette
Qui n'apprennent les textes qu'en écoutant les cassettes.
Il poursuivra d'ailleurs en justice de nombreux interprètes qui l'ont plagié notamment Hasni, Benchenet.

Dans les années 80, les éditeurs les plus performants commercialement parlant sont aussi propriétaires de studios d'enregistrement et de ce fait, avaient un pouvoir non négligeable quant à la carrière d'un chanteur débutant. A côté de Disco

Maghreb, on avait aussi les éditions Zed El Youm, Saint Crepin, MCPE, Rallye, ... Il se dit que pour une de ses grands succès, Khaled a été payé par une R5 d'occasion comme avance. Dans la majorité des cas, le chanteur débutant ne percevait aucune rétribution. « Si les ventes sont bonnes, les cassettes suivantes se négocient au forfait entre 5.000 et 10.000 DA (le SMIG à la fin des années 80 étant d'environ 2 500 DA). Le succès des ventes donne lieu à des sommes variant entre 20.000 et 40.000 DA. Dans les années 80, la dizaine de têtes d'affiche vend son produit entre 50.000 et 80.000 DA. Les stars les mieux payés touchent 100.000 et 300.000 DA (Khaled, Hasni, Mami, Sahraoui...). » Ces stars partageaient leurs émoluments avec les musiciens arrangeurs et les techniciens qui participaient aussi à modifier ou compléter une des six chansons des cassettes vendues. Je me souviens très bien d'une conversation, dans les années 70, dans un café entre un de mes demi frères d'Oran – inspecteur des douanes à cette époque- et Kadi Missoum, patron de Zed El Youm qui voulait avoir des

renseignements sur les taxes douanières relatives à l'importation de cassettes vierges de France. Dans un récent article, le journal *Le Monde* soulignait le piratage massif qu'a subi le Raï qui a été à l'origine de la quasi faillite de la maison d'édition Disco Maghreb dont le patron affirmait que « C'est l'arrivée du graveur CD à la fin des années 1990 qui nous a tués. Des fraudeurs de plus en plus nombreux se servaient gratuitement, dupliquaient nos créations et vendaient leur marchandise sur le trottoir ». La création de l'Office national des droits d'auteur (Onda) dans les années 70 était censée protéger les intérêts moraux et matériels des auteurs ou de leurs ayants droit. Beaucoup d'entre nous se souviennent de la vignette bleue accolée sur les cassettes et garantissant cette protection. Sauf que les éditeurs écoulèrent sur le marché une infime partie de leurs productions « certifiées » par l'Onda. L'écrasante majorité des cassettes enregistrées inondait le marché informel. Ahmed Zergui, cet autre pionnier du Raï, décédé tragiquement en 1983, qui fut parmi les premiers à introduire les instruments électriques, aurait renoncé à diffuser sa propre chanson dès lors qu'elle était plagiée. Ce fut le cas avec notamment Chab Khaled. C'est après sa mort que des enregistrements pirates ont été diffusés sur la chaîne Youtube trahissant ainsi sa mémoire.

La vie privée des stars du Raï de cette époque était suivie par de nombreux fans de ce genre musical. Qui a fait de la prison, qui a violenté sa femme, qui se drogue, qui sort avec qui, qui fraude le fisc... Cette médiatisation de la vie privée des stars du Raï a contribué grandement à sa mise à l'index par certains médias qui, pendant longtemps ont considéré le Raï comme une sous culture musicale, aux paroles pauvres, à la musique non travaillée et à la limite comme une imposture culturelle.

Lors des émeutes d'Octobre 1988, Raï et « islamisme » tentaient d'attirer vers eux les jeunes en mal de vie. Et pourtant Sahraoui s'est défendu de récupérer cette jeunesse en soulignant « qu'il n'y a aucun rapport entre le Raï et les violences d'octobre. Le Raï ne pousse pas à la révolte. C'est un truc (sic) de jeunes pour s'amuser et oublier les difficultés. Le Raï

c'est l'ambiance, la fiesta, pas du tout la politique. Pendant les événements, nous ne sommes pas sortis de chez nous. Les journalistes nous interrogent mais c'est aux spécialistes de répondre, pas à nous. Nous ne faisons ni politique ni rien, seulement de la musique. » Cela n'a pas empêché l'assassinat du « rossignol » Chab Hasni le 29 septembre 1994 par deux balles à bout portant dans un café du quartier Gambetta à Oran. Après les émeutes qu'a connues l'Algérie dans les années 80 en Kabylie, Oran, Constantine et Alger, le pouvoir de cette époque opta pour une « démocratisation » du pays, une économie de marché et une ouverture vers la jeunesse. C'est ainsi qu'en juillet 1985 a vu apparaître le festival de la jeunesse au complexe de Riadh El Feth d'Alger. C'est l'apparition de cette nouvelle jeunesse aisée, enfants de la nouvelle bourgeoisie, que les algériens qualifiaient de « Tchi-Tchi » qui côtoyait les « zawali » qui faisaient un effort pour paraître à la page en matière de mode et de comportements sociaux. Et le mois d'après, fort de ce succès, le Lieutenant-Colonel Senoussi, directeur de l'Oref Riadh El Feth, a décidé de sortir le Raï de son ghetto et l'exporter en France. C'est lui qui serait à l'origine du très grand succès de Khaled « Kutchi », enregistré à Londres en 1987 et produit par Safy Boutella. Qui ne se souvient pas du concert 1,2,3 soleil avec Rachid Taha, Cheb Khaled et Faudel en 1998 où l'album du live a remporté le World Music Awards ?

Et ce n'est qu'en 1988, soit une dizaine d'années après l'apparition de ce genre musical, que la télévision officielle retransmettait enfin des concerts du festival du palais des sports d'Oran. Le Raï enfin reconnu s'est alors exporté au Maroc puis en Tunisie sans parler de la France où Barbes à Paris, Place du Pont à Lyon et Belsunce à Marseille sont devenus des plaques tournantes du Raï où se sont multipliés les producteurs et éditeurs qui a vu la qualité des cassettes puis des CD s'améliorer. Avec le dernier clip de DJ Snake, c'est cette période qui est mise à l'honneur au grand bonheur de celles et ceux qui l'ont vécue

Y. A.

Destination Algérie

Un blog de voyage pour un merveilleux séjour en Algérie

CONTRIBUTION DE KHIER SAIDANI

Pour ceux qui aiment l'aventure, l'Algérie est une destination de rêve ! Ce pays fascinant abrite mille merveilles, des majestueuses montagnes de l'Atlas à l'époustouflant désert du Sahara. Destination Algérie vous prend par la main et vous fait explorer tout ce que l'Algérie a à offrir à travers son blog. De sa culture et de son histoire riches à ses paysages naturels étonnants, vous serez captivé par tout ce que ce pays étonnant a à offrir !

Le portail du « joyau caché » de l'Afrique

Si vous êtes à la recherche d'une destination de voyage à la fois exotique et riche en culture, l'Algérie est l'endroit idéal pour vous. Destination Algérie est un blog de voyage qui présente tout ce que ce merveilleux pays a à offrir, de sa culture vivante à son art de vivre, en passant par son artisanat local et son tourisme. Les rédacteurs de ce blog partagent leurs expériences personnelles avec vous, afin que vous puissiez avoir un aperçu de ce qu'est une véritable expérience en Algérie. Que vous cherchiez des informations sur l'endroit où séjourner, sur ce qu'il faut voir ou sur la façon de tirer le meilleur parti de votre voyage, Destination Algérie a tout ce qu'il vous faut pour rendre votre séjour en Algérie inoubliable.

Un blog qui vous inspire !

Destination Algérie est plus qu'un simple blog de voyage, c'est une source d'inspiration pour découvrir la beauté et les merveilles de l'Algérie. À travers les expériences personnelles de ses auteurs, ce blog offre un regard intime sur tout ce que ce pays fascinant a à proposer.

Le site devient ainsi votre guide personnel pour trouver les meilleurs sites locaux et offrir à vos clients une expérience de voyage exceptionnelle. Avec toutes les informations dont vous avez besoin sur ce pays fascinant, Destination Algérie vous aidera à tirer le meilleur parti de votre voyage en Algérie !

Des informations utiles pour un voyage réussi !

Des conseils pour profiter au maximum de votre séjour aux informations détaillées sur les meilleures attractions et activités, ce blog a tout ce dont vous avez besoin pour rendre votre voyage inoubliable. L'Algérie est un pays qui a quelque chose à offrir à chacun, et Destination Algérie vous aidera à l'explorer. Que vous soyez à la recherche de vacances pleines d'aventures ou d'une escapade relaxante, ce blog vous fournira toutes les informations dont vous avez besoin pour rendre votre voyage parfait.

Pourquoi visiter l'Algérie ?

L'Algérie est un pays de contrastes et de surprises, un lieu où le monde moderne rencontre l'ancien. De la capitale animée d'Alger aux plages sereines d'Oran, il y en a pour tous les goûts en Algérie. Le pays abrite une histoire et une culture riches, avec des ruines romaines et des mosquées ottomanes qui se côtoient. L'Algérie est également une terre de beauté naturelle, avec le désert du Sahara qui s'étend à perte de vue. Que vous recherchiez l'aventure ou la détente, vous les trouverez en Algérie. Alors qu'attendez-vous ? Commencez à planifier votre voyage en Algérie dès aujourd'hui !

K. S.

FESTIVAL DU COSTUME TRADITIONNEL

Une affluence croissante sur l'exposition organisée au Bastion 23

L'exposition organisée dans le cadre de la cinquième édition du Festival culturel national du costume traditionnel algérien (30 juillet-2 août) au Centre des arts et de la culture au Bastion 23 à Alger, a connu une grande affluence de visiteurs, notamment sur l'espace où est exposé le Burnous de laine rouge porté par le symbole de la résistance populaire contre le colonialisme français, l'Emir Abdelkader.



Cette exposition est prisée par les visiteurs, tous âges confondus, fascinés par les différents modèles de costumes et d'ornements traditionnels qui remontent à la période de la résistance populaire et à la guerre de libération, à l'instar des modèles de Burnous connues au niveau national. L'exposition propose également des images reflétant des habits traditionnels portés par les chefs de la résistance populaire, pour ne citer que l'Emir Abdelkader, Cheikh Bouziane, Fatma N'soumer, Cheikh Amoud, ainsi que d'autres supports qui incluent des informations sur l'histoire et les caractéristiques de différents types de costumes traditionnels.

La cheffe du département du Patrimoine culturel, à la direction de la Culture de Mascara, Diab Nadia a expliqué à l'APS que le burnous de l'Emir était "un don de la Fondation l'Emir Abdelkader remis, il y a des années, en plus de quelques accessoires de son lit et un

chandelier, tous récupérés de Damas en Syrie, où il a vécu pendant une période de son exil".

Le Burnous en question "est d'environ deux mètres, tissé en laine pure et teint de matériaux traditionnels locaux", a-t-elle expliqué, indiquant que "l'Emir portait différents types de Burnous et d'habits de différentes couleurs".

"Plusieurs objets sont préservés au siège de la Fondation au centre ville", a-t-elle précisé, souhaitant "voir monter un projet de réalisation d'un musée régional pour préserver les différents éléments du patrimoine matériel et immatériel de la wilaya de Mascara".

La commissaire du Festival national du costume traditionnel algérien, Faiza Riache a indiqué que l'exposition ouvrirait ses portes aux visiteurs jusqu'au 11 décembre prochain.

La cinéaste algérienne Sofia Djama membre des jurys de la 79^e Mostra de Venise

La réalisatrice et productrice algérienne de cinéma Sofia Djama figure parmi les membres des jurys de la 79^e édition du festival international de cinéma de Venise, prévue du 31 août au 10 septembre dans cette ville du nord-est de l'Italie, ont annoncé les organisateurs.

Sofia Djama fera partie du jury Orizzonti (Horizons), une des catégories officielles de la Mostra de Venise, présidé par la réalisatrice et productrice espagnole Isabel Coixet, au côté de la réalisatrice italienne, Laura Bispuri, du metteur en scène américain Antonio Campos et du journaliste français Edouard Waintrop.

Le jury Orizzonti décernera les prix de cette section dont celui du meilleur film, meilleur réalisateur, du meilleur scénario et de la meilleure interprétation (féminine et masculine). Egalement scénariste, Sofia Djama, a réalisé plusieurs courts métrages dont « *Mollement samedi matin* » (2012), un film plusieurs fois primé dans des festivals à travers le monde. Son premier long métrage de fiction « *Les bienheureux* », sorti en 2017, a remporté le prix Orizzonti de la meilleure actrice pour Lyna Khoudri à la Mostra, en plus d'avoir été primé en France, en Suisse et aux Emirats-Arabs-Unis.

Au total, 23 films seront en lice pour le prestigieux Lion d'or du meilleur film à l'édition édition 2022 de la Mostra. Considérée comme un des plus anciens festivals du 7^e art dans le monde, la Mostra se veut une « *fenêtre ouverte* » sur le monde et un rendez-vous annuel mettant en compétition les récentes œuvres de réalisateurs de renommée internationale.

LE 05 AOÛT À L'OPÉRA D'ALGER

Un spectacle hommage à Zoulikha

L'Opéra d'Alger Boualem-Bassaih accueille, ce vendredi 05 août 2022, un spectacle en hommage à Zoulikha, la reine des Aurès. Le spectacle, organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), débutera à partir de 19h. Le public savourera ce moment d'hommage en assistant aux différentes représentations de la soirée.

Le programme de la soirée en hommage à Zoulikha

- o Projection : un film documentaire retraçant la vie et l'œuvre de l'artiste.
- o Témoignage : Chikh Amar Bouaziz de Biskra.
- o Orchestre : exécution de parties musicales, sous la houlette du chef d'orchestre Kamal Maati.
- o Tour de chant en hommage à l'artiste : avec la participation de Dounia El Djazairia, Nadia Gherfi, Cheikh El-Marniz, Bariza, Radia Manel, Dalila Amel.
- o Tableau final : interprétation de « Sab Erachrach » par l'ensemble des chanteuses. Où : Opéra d'Alger Boualem Bessaih

Quand : 05 Août 2022.
Heure du spectacle : 19h.

À propos de l'artiste

De son vrai nom Hassina Laouadj, Chabba Zoulikha est née le 6 décembre 1956 à Khenchela. Elle commence à chanter à un âge précoce et donne au terroir auresien et à la culture orale une place importante dans sa vie artistique. Son premier titre Esbitar El-âali révèle son talent au public et la propulse vers la célébrité. Avec une trentaine de cassettes, Zoulikha s'impose comme la voix la plus audacieuse de la chanson de l'Est algérien dans ses variantes auresienne, sétifienne et saharienne.

LES 11 ET 12 AOÛT 2022 À ORAN

Wary Nichen en représentation

L'humoriste Wary Nichen sera en représentation les 11 et 12 août 2022 à Oran et ce, à l'initiative du théâtre privé La Fourmi. Le public oranais aura l'occasion de passer un moment de détente en compagnie de l'artiste. Son spectacle « *Nomade 2.0* » revient sur son arrivée en France, ainsi que sur l'actualité chaotique du monde. Après une longue tournée à l'étranger, il revient à Oran, sa ville natale, pour y retrouver ses compatriotes, dont il s'inspire souvent.

Prix du billet : 1.500 DA / personne.

Heure de la représentation : 20h

La billetterie est disponible au niveau de la réception de la salle fitness Evasion by Liberté Oran.

À propos de Wary Nichen

Celui qui porte le nom d'artiste de Wary Nichen est né à Oran. Après des études en France en télécommunications, il se dirige peu à peu vers le stand-up. Il enchaîne les petites scènes parisiennes jusqu'à être découvert par le « *Jamel Comedy Club* ».

MOSTAGANEM

Le secteur du tourisme se remet des impacts de la crise sanitaire

Le secteur du tourisme dans la wilaya de Mostaganem se remet des effets de la pandémie de la Covid-19, avec une affluence record des estivants enregistrée cette saison, au grand soulagement des professionnels forcés de suspendre leurs activités durant près de deux ans.



Les plages de Mostaganem connaissent, depuis l'ouverture de la saison estivale, le 17 juin dernier, une affluence record des estivants venus des différentes wilayas du pays. En cinq semaines, leur nombre a dépassé les 4 millions, selon des chiffres communiqués par la structure de surveillance des plages relevant de la Direction de la Protection civile.

Les différents établissements hôteliers et résidences touristiques connaissent une forte affluence, majoritairement des familles. Des privés proposent également des appartements à la location, selon la formule "location chez l'habitant", tandis que certaines familles et des jeunes optent pour les campings. La plage Les Sablettes, dans la commune de Mazagan, Cap Ivi, dans la commune de Benabdelmalek-Ramadan, ou encore les plages Aïn Ibrahim et Le Petit Port à Sidi Lakhdar sont assaillies par les baigneurs. En prévision d'une saison annoncée comme très prometteuse, la Direction du tourisme et de l'Artisanat a redoublé d'efforts pour assurer aux estivants un accueil dans les meilleures conditions, a indiqué à l'APS le directeur local, Mohamed Cherif Zalmati.

A cet égard, les capacités d'accueil de la wilaya ont été renforcées par la mise en service de sept nouveaux établissements hôteliers pour atteindre une capacité d'hébergement de 4.000 lits. Des autorisations d'exploitation exceptionnelles de 15 campings d'été ont été aussi délivrées afin d'augmenter la capacité d'accueil de 3.000 lits

supplémentaires, a ajouté le responsable. Dans le but d'améliorer la gestion des plages, une vingtaine d'opérateurs touristiques ont obtenu un droit d'exploitation pour cette saison estivale. Cette mesure, a expliqué M. Zalmati, a contribué à offrir des conditions adéquates d'accueil aux familles, tout en augmentant les revenus des communes de 20 millions DA. Aussi, les services concernés veillent à assurer l'accès gratuit aux plages et le respect des prix fixés pour l'exploitation des parkings et de l'espace alloué à la concession. Les redevances sont limitées aux seules prestations touristiques fournies dans leurs périmètres, a affirmé le même responsable.

Ces mesures se sont reflétées dans les premières données de cette saison, qui indiquent une reprise partielle des activités, quasi suspendues durant la pandémie de la Covid-19, où les professionnels du secteur se sont retrouvés en chômage forcé. Selon un bilan des années 2020 et 2021, le nombre d'estivants arrivés à Mostaganem n'a pas dépassé les 5 millions.

Noureddine Maz, directeur d'une résidence touristique dans la zone d'expansion touristique (ZET) de Sablettes (ouest de Mostaganem), a indiqué que la situation du secteur cette saison est bien meilleure que les deux dernières années. "Le taux d'occupation des établissements touristiques (hôtels, complexes et résidences) est de 95% en juillet et il sera de même jusqu'à fin d'août", a-t-il affirmé. Il a estimé que l'affluence des

estivants relevée cette année dans les établissements touristiques peut compenser les pertes subies par les opérateurs du tourisme et le secteur durant la crise sanitaire. De plus, M. Maz a fait part de la volonté de nombreux professionnels d'investir pour la promotion et la diversification des prestations touristiques et de décrocher de nouvelles étoiles au classement, au terme de la saison estivale.

Cap sur les espaces de loisirs au bonheur des familles

Les investissements réalisés par le parc d'attraction Mostaland pendant la période de fermeture forcée due à la pandémie de la Covid-19 ont permis de doubler le nombre de ses visiteurs, ouvert il y a 5 ans. Entre juin et le 25 juillet dernier, il a accueilli plus d'un demi-million de visiteurs, contre 280.000 visiteurs l'été 2021 et 100.000 l'été 2020, a indiqué la directrice du parc, Samia Belmehal.

Durant cette période, le parc, qui comprend un espace de jeux, un aquaparc, un zoo, des restaurants, des fast-foods, un hôtel et un centre sportif, a été étendu par l'ajout d'une forêt et d'un lac, ainsi qu'un espace d'observation d'animaux sauvages via des cages en verre, a ajouté la responsable. D'autres espaces de loisirs, tels que Kharrouba Aquaparc, les forêts récréatives Bourahma et El Houria, El Arssa parc et Majdoubland Parc connaissent une forte affluence des familles, qui y passent leurs soirées. Une atmosphère particulière règne aussi sur le front de

mer Ahmed Benbella, au quartier Salamandre, animé jusqu'aux premières heures du matin.

Ces indicateurs positifs sont aussi rapportés par les agences de tourisme et de voyages, qui font état d'une reprise progressive de l'activité depuis décembre dernier avec un pic atteint durant les deux derniers mois, selon le directeur de l'agence Odyssée Voyages, Ali Boukebiri. Actuellement, les agences ne sont pas en mesure de répondre à la forte demande, notamment pour les voyages à l'étranger. Les compagnies aériennes et maritimes, nationales ou étrangères, sont surbookées. Tous les vols et les navettes sont complets.

Après avoir rappelé les effets de la crise sanitaire sur les activités des agences de voyages, au nombre de 3.000 à l'échelle nationale, M. Boukebiri a estimé qu'"il fallait du temps pour rattraper les pertes des deux dernières années". Afin de surmonter cette situation, des agences de tourisme et de voyages proposent des formules d'hébergement chez l'habitant, en mettant à disposition des appartements prêts à être occupés par les estivants, à des prix jugés abordables. Une famille de la wilaya de Tébessa en a fait l'expérience. Mme Leïla (fonctionnaire) a expliqué que traiter avec une agence agréée est plus avantageux que les autres offres destinées aux familles venant d'autres wilayas et/ou pour la première fois à Mostaganem. La formule "hébergement chez l'habitant" est devenue l'une des options les plus populaires. "Le prix de location d'un appartement à Salamandre ou Kharrouba varie entre 5.000 et 8.000 DA/jour. Les tarifs, qui baissent selon l'éloignement des plages, atteignent les cimes au mois d'août, très demandé", confie Adel, un jeune courtier immobilier. Mostaganem table sur une "saison estivale exceptionnelle" cette année après l'amélioration progressive de la situation sanitaire, mais sans renoncer complètement à la prudence, notamment dans les espaces publics.

SKIKDA

Ouverture de la 4^e édition du camp d'excellence algérien

Les travaux de la 4^e édition du camp d'excellence algérien se sont ouverts mardi à Skikda avec la participation de 50 jeunes porteurs de projets innovants.

Ce camp de quatre jours est organisé sous l'égide de quatre ministères : l'Industrie, l'Environnement, la Culture et les Arts, la Jeunesse et les Sports ainsi que le ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, a précisé, à l'APS, Adlane Chaouch, président de

l'Entreprise algérienne de promotion de l'entrepreneuriat et de soutien des start-up. Selon la même source, la rencontre porte sur la formation et l'accompagnement de ces jeunes et sera clôturée par la sélection des deux meilleurs projets qui seront qualifiés pour la grande finale programmée en novembre prochain dans les domaines de l'économie bleue, l'économie verte, le développement durable, le développement rural, le développement touristique, le développement

culturel, le paiement électronique et les technologies financières. De son côté, Fathi Gasmi, président de l'incubateur de start-up de Tébessa Innoest et membre du Conseil du renouveau économique algérien, a estimé que l'initiative s'inscrit dans le cadre du travail de terrain d'encouragement des start-up et de l'économie de la connaissance conformément au programme du président de la République Abdelmadjid Tebboune et au principe d'égalité des chances pour les jeunes

algériens. Cela inclut l'organisation de sessions de formation à l'entrepreneuriat, au génie financier et au business leadership, a-t-il ajouté, en soulignant que les projets accompagnés visent à apporter des solutions innovantes aux problèmes rencontrés par les citoyens dans les divers domaines retenus. L'objectif de ce camp est la création d'un environnement économique local, selon les spécificités de chaque wilaya, selon la même source.

COMMISSION INTERSECTORIELLE ALGÉRO-TUNISIENNE DE TOURISME

Consolider les relations bilatérales

Evoquant les efforts consentis par l'Algérie dans ce domaine, le ministre du Tourisme a rappelé que le plan du Gouvernement "a accordé une priorité particulière au tourisme en exécution du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Les travaux de la 5e commission intersectorielle algéro-tunisienne dans le domaine du tourisme ont débuté à Tunis, sous la présidence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, et son homologue tunisien, Mohamed Moez Belahssine, indique un communiqué du ministère. S'exprimant à cette occasion, M. Hamadi a déclaré que cette rencontre se veut "un départ prometteur pour œuvrer de concert en vue de consolider les relations liant les deux pays, notamment en la conjoncture actuelle marquée par de grands défis économiques en raison des répercussions du coronavirus et ce, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales dans le domaine touristique", note le

communiqué. Le ministre s'est dit "satisfait du développement observé dans les relations algéro-tunisiennes à la faveur du renforcement des liens d'amitié et des relations politiques, économiques et commerciales au mieux de l'intérêt des deux peuples et pays frères dans tous les domaines et d'une manière globale, en témoignent les dernières visites officielles entre les deux pays", a-t-on souligné de même source. Cette rencontre "permettra aux experts des deux pays de passer en revue le bilan des réalisa-

tions depuis la tenue de la dernière commission à Alger et d'élaborer un programme d'action bilatéral à l'avenir conformément aux clauses de la nouvelle convention que nous comptons signer dans les meilleurs délais", a précisé M. Hamadi. Evoquant les efforts consentis par l'Algérie dans ce domaine, le ministre du Tourisme a rappelé que le plan du Gouvernement "a accordé une priorité particulière au tourisme en exécution du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune,

qui a insisté sur l'impératif de développer ce secteur en tant que secteur économique à l'instar des autres secteurs économiques générateurs de richesse et d'emplois", ajoute la même source.

R. E.

INCITATIONS FISCALES CONTENUES DANS LA LF 2022

Promouvoir l'investissement et la production, une nécessité

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rappelé les principales mesures fiscales contenues dans la Loi de finances 2022 visant à soutenir l'activité économique et promouvoir l'investissement et la production dans le secteur agricole.

La Loi de finances 2022 a prévu un ensemble de mesures, dont l'allègement de la charge fiscale pour soutenir l'activité économique et la promotion de l'investissement et la production nationale dans le secteur agricole, souligne le communiqué.

Ces dispositions portent particulièrement sur l'exemption de la TVA sur l'alimentation destinée au bétail et à la

volaille produite localement (article 90), l'extension de l'exonération permanente au titre de l'impôt sur le revenu global (revenu agricole) aux revenus des petites exploitations dont la superficie est inférieure ou égale à 6 hectares pour les exploitations situées au Sud et dans les Hauts-Plateaux, et à 2 hectares pour les exploitations situées dans les autres régions (article 14). En outre, bénéficient d'une exonération au titre de l'impôt sur le revenu global pendant une durée de 10 ans, les revenus résultant des activités agricoles et d'élevage exercées sur les terres nouvellement mises en valeur et ce, à compter de la date de leur attri-

bution, et dans les zones de montagnes, à compter du début de leurs activités.

L'octroi d'un abattement de 60% au titre du revenu net imposable en matière d'activités d'élevage figure également parmi les principales incitations fiscales contenues dans la Loi de finances 2022.

Ces dispositions incitatives et d'encouragement visent la relance de l'activité et rentrent dans le cadre des mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'Etat au profit des agriculteurs, des éleveurs et professionnels, conclut le communiqué.

R. E.

FACE AU RISQUE DE RÉCESSION ET À LA PRESSION OCCIDENTALE

L'Opep+ va-t-elle changer de stratégie ?

L'Opep+, qui a réuni hier les pays membres de l'Opep et les autres producteurs emmenés par la Russie, doit statuer sur un nouvel accord sur son niveau de production. Mise sous pression par les Etats-Unis et l'Europe pour pomper davantage de brut, l'Arabie saoudite doit également tenir compte de la Russie, sous sanctions occidentales, ainsi que du risque de récession de l'économie mondiale, synonyme de baisse de la demande pétrolière, soulignent les experts occidentaux.

Les pays de l'Opep+ devaient se réunir

hier à Vienne pour discuter de leur stratégie de production de pétrole pour les prochains mois.

Jusqu'à présent, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), emmenée par Ryad et ses alliés conduits par Moscou, ont résisté aux appels à ouvrir davantage les vannes pour juguler l'inflation alimentée par les prix de l'énergie. Mois après mois, les 23 membres s'en sont tenus à des ouvertures marginales de leurs vannes.

Mais l'accord actuel arrive à son terme : sur le papier, ils ont retrouvé les

niveaux de production pré-pandémie. Au printemps 2020, le groupe avait choisi de laisser sous terre des millions de barils de pétrole pour ne pas inonder le marché avec un brut qu'il ne pouvait absorber pour cause d'effondrement de la demande. Ces coupes drastiques font désormais, partie du passé et il s'agit de décider d'une nouvelle trajectoire.

Après les rencontres éclair de ces derniers mois, "il y a beaucoup plus d'incertitude cette fois-ci", note Craig Erlam, analyste chez Oanda.

R. E.

GRÂCE À LA CHERTÉ DU PÉTROLE

La croissance de l'Arabie saoudite bondit

Le PIB de l'Arabie saoudite a augmenté de près de 12% au deuxième trimestre 2022 grâce à la hausse des prix du pétrole, ont annoncé les autorités de la riche monarchie du Golfe. Malgré les demandes des Etats-Unis et de la France d'augmenter la production pour faire baisser les prix, l'Arabie saoudite s'en tient aux engagements de production de l'Opep+. Alors que les perspectives de l'économie mondiale s'assombrissent avec le risque d'une récession, l'Arabie saoudite est l'un des grands gagnants de la situation actuelle, marquée notamment par la crise énergétique en Europe. Après plusieurs années de baisse du prix du pétrole, la monarchie pétrolière bénéficie de la flambée des prix du pétrole qui a accompagné la reprise post-Covid et la guerre en Ukraine. Résultat : au deuxième trimestre, son Produit intérieur brut (PIB) a bondi de 11,8%, dans la lignée d'un premier trimestre déjà excellent avec une hausse de 9,6%. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance annuelle de l'Arabie saoudite devrait progresser de 7,6% en 2022.

Cette croissance est la conséquence de « l'augmentation significative des activités pétrolières de 23,1%, en plus de l'augmentation des activités non pétrolières de 5,4% », a précisé, dimanche, l'Autorité générale des statistiques.

D'une manière générale, la hausse des prix du brut bénéficie aux pays exportateurs, dont ceux du Golfe, courtisés par les puissances occidentales qui leur demandent d'ouvrir les vannes de la production pour calmer les marchés et ainsi limiter l'inflation globale. Le prince héritier d'Arabie saoudite, qui dirige de fait le pays depuis 2017, a reçu début juillet le président américain Joe Biden et a rencontré cette semaine le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron.

R. E.

NANCY PELOSI DÉFIE PÉKIN ET ATTERRIT À TAÏWAN

Une « pure provocation » pour Moscou

La présidente de la Chambre des représentants est la plus haute autorité américaine à venir sur l'île aux 23 millions d'habitants depuis 1997. Une provocation majeure pour Pékin, désireux de réintégrer Taïwan à son territoire et vent debout contre toute velléité d'indépendance.



Avant même l'atterrissage de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants américaine à Taïwan, la Chine avait prévenu que les États-Unis devraient « payer le prix » d'une telle visite. L'arrivée de l'avion de la démocrate à Taïpei, mardi 2 août, n'a pas manqué de raviver les menaces de Pékin. Dès la fin d'après-midi (heure algérienne), le ministère chinois des affaires étrangères a dénoncé « une grave violation » des engagements américains vis-à-vis de la Chine, qui « porte gravement atteinte à la paix et à la stabilité » régionales. Son homologue de la défense est allé plus loin encore en promettant des « actions militaires ciblées » de la part de l'armée, une opération qui viserait à « défendre résolument la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale et à fermement contrecarrer les ingérences extérieures et les tentatives séparatistes d'indépendance de Taïwan ». Taïpei a annoncé l'incursion mardi de plus de 20 avions militaires chinois dans sa zone de défense aérienne. Nancy Pelosi est la plus haute autorité américaine de passage à Taïwan depuis 1997 et la venue de Newt Gingrich, son prédécesseur au Congrès. Une provocation pour la Chine, sur fond de regain de tensions avec les Américains et de velléités sur

l'île aux 23 millions d'habitants, que Pékin considère comme l'une de ses provinces sans parvenir à la réintégrer au reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise, en 1949. Un objectif brandi par le président Xi Jinping, vent debout contre toute initiative donnant aux autorités taïwanaises une légitimité internationale. Si depuis 1979 Washington ne reconnaît qu'un seul gouvernement chinois, celui de Pékin, le pays soutient aux autorités taïwanaises, avec de multiples ventes d'armes. Dans un communiqué diffusé après son atterrissage, Nancy Pelosi a assuré que sa visite ne faisait que confirmer le « soutien inconditionnel » des États-Unis à la démocratie de Taïwan, sans « contredire d'aucune façon la politique de longue date » de son pays à l'égard de la Chine. « Les États-Unis continuent de s'opposer à tout effort visant à changer le statu quo » sur l'île, a-t-elle promis.

Une « pure provocation » pour Moscou

Au même moment, le ministère taïwanais des affaires étrangères a salué dans l'événement la preuve d'un soutien « inébranlable » de Washington, espérant que la séquence

permettra d'« approfondir la coopération en général entre les deux parties dans tous les domaines ». Nancy Pelosi doit rencontrer mercredi 3 juillet la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, bête noire de Pékin car issue d'un parti indépendantiste. La Russie, tout à sa « solidarité absolue » avec la Chine, n'a pas manqué de prendre parti. « Tout ce qui est lié à (...) un possible déplacement à Taïwan est une pure provocation. Cela aggrave la situation dans la région et renforce les tensions », avait plus tôt tancé Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin. Le ministère russe des affaires étrangères jugeant Pékin en droit de prendre toutes les « mesures nécessaires pour protéger sa souveraineté ». À rebours des propos de John Kirby, porte-parole du Conseil national de sécurité américain, pour qui la visite ne soulevait « aucune question de violation de souveraineté » et qu'il n'y avait « aucune raison qu'elle serve de prétexte pour provoquer une crise ou un conflit ».

Appels au calme à Tokyo et Séoul

Alors que Nancy Pelosi est également attendue au Japon dans le cadre de sa tournée diplomatique en Asie, la situ-

ation provoquée par cette dernière rend Tokyo « préoccupée », d'autant plus que certaines des « actions militaires ciblées » promises par Pékin auront lieu à l'intérieur de la zone économique exclusive (ZEE) japonaise. « La zone maritime annoncée par la Chine pour les exercices militaires qui seront menés à partir du 4 août à midi (3h00 GMT) inclut la ZEE du Japon », a noté le porte-parole du Gouvernement nippon Hirokazu Matsuno. Tokyo « a exprimé sa préoccupation auprès de la Chine, compte tenu de la nature des activités militaires », qui incluent « le tir de munitions réelles », a-t-il ajouté. « La paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont importantes non seulement pour la sécurité de notre pays, mais aussi pour la stabilité internationale », a jugé Hirokazu Matsuno. « La position constante du Japon a toujours été qu'il attend que les questions relatives à Taïwan soient réglées pacifiquement, par le dialogue ». Interrogé sur un éventuel soutien de Tokyo à la visite de Nancy Pelosi, le porte-parole de l'exécutif japonais a répondu que le gouvernement nippon n'était « pas en mesure de commenter les visites internationales de la présidente Pelosi ». Dans le même temps, la Corée du Sud, qui doit aussi accueillir la présidente de la Chambre des représentants américaine ce mercredi a appelé au dialogue pour maintenir la paix et la stabilité dans la région. « La position de notre gouvernement est de maintenir une communication étroite avec les parties concernées [...] considérant l'importance de la paix et de la stabilité dans la région par le dialogue et la coopération », a déclaré un responsable du bureau présidentiel à la presse.

R. I./ Agences

MALI

Le Premier ministre Maïga remercie l'Algérie pour sa solidarité et son soutien constant

Le Premier ministre malien, Choguel Maïga, a exprimé ses vifs remerciements à l'Algérie, en sa qualité de président du Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (CSA), issu du processus d'Alger, « pour sa solidarité active et son soutien constant au peuple et au gouvernement du Mali ». « Je voudrais adresser une mention spéciale à la République soeur d'Algérie, en sa qualité de président du CSA, et à ses hauts dirigeants pour leur solidarité active et leur soutien constant au peuple et au gouvernement du Mali, dans le cadre de la recherche de la paix, de la sécurité et du développement », a déclaré M. Maïga à Bamako, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la deuxième Réunion de niveau décisionnel des parties à l'Accord pour la

paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Le Premier ministre malien a souligné, par ailleurs, que face à la crise multidimensionnelle que vit le Mali depuis 2012, conjuguée à l'affaiblissement du leadership local, la mise en oeuvre de l'Accord d'Alger « constitue l'une des priorités majeures du président de la transition, chef de l'Etat, le colonel Assimi Goïta et du gouvernement ». Il a réitéré, à cet égard, « la volonté du gouvernement du Mali à la poursuite et au parachèvement de la mise en oeuvre intelligente de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, qui est illustrée par son Plan d'action 2021-2022, adopté le 2 août 2021 par le Conseil national de transition », soulignant « l'importance du dialogue et la néces-

sité de faire des compromis par les différentes parties, dans l'intérêt supérieur de la Nation malienne ». Tout en soulignant à cette occasion « l'importance de cette réunion qui intervient dans un contexte malien fait, à la fois, de difficultés, mais aussi d'espoirs », l'ambassadeur d'Algérie auprès du Mali, El Haoues Riache, a rassuré, de son côté, que l'Algérie, « en tant que pays voisin et en sa qualité de chef de file de la médiation internationale, ne ménagera aucun effort pour que le Mali retrouve la voie de la paix, de la stabilité et du développement ». Il a ajouté que « de l'avis de la médiation internationale, il est urgent de parvenir à une accélération du processus de mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, lequel reste la pierre angulaire

pour le retour de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le respect de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale et de la souveraineté de ce grand pays ». Il convient de noter que cette réunion, qui s'étalera jusqu'au 5 août et à laquelle participent le gouvernement malien, les mouvements signataires et les autres parties prenantes dudit accord, devrait permettre aux participants de renouveler leur engagement en faveur de l'accélération du processus de paix et de réconciliation au Mali et se pencher plus particulièrement sur les questions cruciales liées à l'intégration des ex-combattants dans le corps des Forces armées et de sécurité maliennes, ainsi que sur les aspects institutionnels et politiques de l'accord.

R. I./ Agences

TOURNOI ITF-PRO W60
DE SAN BARTOLOMÉ**Inès Ibbou
disputera
les qualifications**

La tennismen algérienne Inès Ibbou disputera les qualifications d'un tournoi professionnel féminin, prévu du 8 au 14 août courant à San Bartolomé de Tirajana (Espagne), suivant la liste d'admission dévoilée mardi par les organisateurs.

L'internationale algérienne de 23 ans avait disputé plusieurs tournois à 15.000 USD, notamment à Monastir (Tunisie), avant de s'engager dernièrement dans quelques compétitions à 25.000 USD, comme ce fut le cas à Pescara (Italie), puis à Horb (Allemagne).

Mais à travers sa participation au tournoi de San Bartolomé de Tirajana, Ibbou est passée à une étape supérieure, car cette compétition sur terre battue est dotée d'un prize-money de 60.000 USD.

Le tournoi a d'ailleurs drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées chez les professionnelles de la WTA, notamment la Néerlandaise Arantxa Rus, qui occupe actuellement le 74e rang mondial.

Outre les qualifications du tableau simple, Ibbou s'est engagée dans le tableau double, où elle fera équipe avec l'Espagnole Noelia Bouzo Zanotti.

CHAMPIONNAT
D'ALGÉRIE OPEN**Nouveau record
pour Bouzebra
au Marteau**

L'Algérienne Zouina Bouzebra a établi un nouveau record national au lancer du marteau (seniors/dames), avec un jet mesuré à 66,12 mètres, dimanche soir, lors du Championnat National "Open", abrité par le SATO du stade du 5-Juillet (Alger).

Agée de 31 ans et sociétaire du CS Hamadit Béjaia, Bouzebra avait décroché la médaille de bronze lors des derniers Jeux méditerranéens 2022 d'Oran, avec un lancer à 65,45 mètres, derrière la Turque Kivilcim Kaya (69,82m) et l'Espagnole Laura Repondo Mora (69,37m).

Ainsi, Bouzebra a amélioré sa performance de près de 70 centimètres, ce qui selon elle "est le fruit d'un travail dur et continu", motivé par "l'envie d'aller toujours plus loin".

La prochaine étape pour la lanceuse algérienne sera les Jeux de la Solidarité Islamique, prévus du 9 au 18 août courant à Konya (Turquie). De son côté, Zahra Tatar, l'autre internationale algérienne au lancer du marteau, s'est contentée d'établir un nouveau record personnel lors de ce Championnat national "Open", avec un jet mesuré à 62,89m.

APS

LA CHAMBRE NATIONALE DE RÉOLUTION DES LITIGES

**Le 11 août dernier délai pour
le dépôt des litiges**

La Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) a fixé la date de jeudi 11 août comme dernier délai pour le dépôt des dossiers de litiges au titre de la saison sportive 2021-2022, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) mardi dans un communiqué.

"La CNRL informe les clubs, les joueurs et leurs intermédiaires ainsi que leurs avocats, que le Bureau fédéral, lors de sa réunion statutaire du 21 juillet 2022, a décidé que la date du 11 août 2022, soit le dernier délai pour le dépôt des dossiers de litiges au titre de la saison sportive 2021-2022", a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel.



La FAF souligne qu'"au delà de cette date, aucun dossier ne sera retenu afin de donner suffisamment de temps aux parties concernées de répondre aux saisines et de permettre à la structure de traiter les très nombreux dossiers dans de meilleures conditions",

conclut la même source.

Pour rappel, le coup d'envoi de la saison 2022-2023 de la Ligue 1 professionnelle sera donné le week-end du 26-27 août, alors que la Ligue 2 amateur débutera le vendredi 16 septembre prochain.

JEUX DE LA SOLIDARITÉ ISLAMIQUE 2022

L'Algérie présente avec 147 athlètes

L'Algérie sera présente avec 147 athlètes, dont 36 filles, dans 12 disciplines aux 5es Jeux de la Solidarité Islamique prévus du 9 au 18 août à Konya (Turquie), a révélé mardi, le chef de la délégation algérienne, lors d'une conférence de presse animée au musée du Comité olympique et sportif algérien à Alger. "La délégation algérienne comprend 147 athlètes dont 36 filles répartis dans les disciplines suivantes : athlétisme (14 garçons, 4 filles), kick-boxing (14 G, 5 F), karaté (8 G, 8 F), judo (6 G, 7 F), sports boules (13 G, 2 F), rafla (3 G, 3 F), football (23 joueurs), lutte (10 G), cyclisme (12 G, 1 F), haltérophilie (4 G, 3 F), natation (1 nageur), handi-sport (13 G, 3 F)", a annoncé le président de la délégation, Yassine Gouri.

Un total de 6.000 sportifs de 54 pays devront prendre part dans 21 disciplines que comprend le programme général de la 5e édition des Jeux de la Solidarité Islamique. "Le nombre total de la délégation algérienne est de 211 personnes dont 50 membres des staffs techniques des fédérations nationales, et 7 membres du staff médical, ainsi que 7 cadres du COA, chargé d'assurer les bonnes conditions lors du séjour des athlètes algériens en Turquie", selon le conférencier.

"Nous avons prévu 10 vols pour le transport de la délégation, dont le départ du premier contingent se fera le 3 août. Toutes les installations sportives et logistiques en Turquie sont de haut niveau. Nous nous attendons à une totale réussite de cet événement qui permettra aux participants de bénéficier des meilleures conditions", a encore souligné le chef de la délégation algérienne. Pour sa part, le secrétaire général de l'instance olympique

KONYA
2022ISLAMI DAYANIŞMA OYUNLARI
ISLAMIC SOLIDARITY GAMES

(COA), Keireddine Barbari, a expliqué "qu'en dépit des difficultés auxquelles feront face les athlètes algériens, dont 70 % avaient pris part aux récents Jeux méditerranéens-2022 à Oran, ils restent déterminés à décrocher des médailles et honorer leurs nationales, malgré qu'il est difficile de maintenir la même forme dans deux grandes manifestations sportives organisées en l'espace d'un mois". Par contre, le SG du COA a tenu à justifier le forfait, pour diverses raisons, de nombreux athlètes, dont Mohamed Yasser Triki (triple saut) en déclarant: "De nombreux champions seront absent des Jeux pour plusieurs raisons (blessures pour les uns et engagements à d'autres rendez-vous continentaux, pour d'autres", et d'ajouter que "les noms des deux porteurs du drapeau algérien à Konya (garçons et filles), n'ont pas encore été désignés". Concernant le budget consacré par l'État algérien au rendez-vous turc, Barbari a révélé que dix milliards de centimes ont été alloués à cette manifestation : "Ce budget couvre l'équipement sportif et le transport de la délégation (aller-retour), ainsi que les frais de voyage vers la Turquie des sportifs algériens se trouvant dans

d'autres pays". Sur le plan médical, et dans un souci d'assurer la sécurité des membres de la délégation algérienne, le Docteur Chouiter a assuré "qu'elle est en contact permanent avec le comité d'organisation des Jeux Islamiques afin de mettre en place un protocole sanitaire contre la propagation de la pandémie Covid-19", assurant que "la réussite de cette 5e édition passe aussi par la maîtrise du volet médical. Chaque membre est tenu de présenter le certificat du pass sanitaire, ou une attestation justifiant les résultats négatifs des analyses anti-covid, et la nécessité du port de bavettes". Le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, Rédha Belakhal, a précisé, pour sa part que "le choix de 12 disciplines auxquelles participe l'Algérie a été fait par les fédérations sportives, selon leur disponibilité et leur degré de préparation. Ce choix a pris en charge le côté qualitatif et non quantitatif, dont l'objectif principal est de présenter une bonne image de sport algérien dans un rendez-vous, qui est considéré comme une étape préparatoire aux Jeux Olympiques-2024 de Paris".

APS

FBI LE COEUR ET LA RAISON



21h00



Une journaliste politique est kidnappée sans demande de rançon. L'équipe est chargée de fouiller dans les relations passées de la jeune femme pour découvrir le mobile de son agresseur.

MEGHAN & HARRY : PANIQUE À BUCKINGHAM

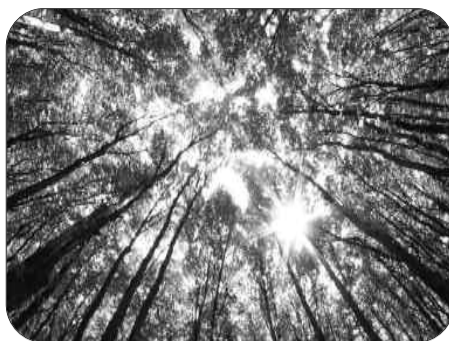


21h00



L'annonce début 2020 du souhait de Meghan et Harry de se retirer en partie de la Couronne a secoué le palais de Buckingham. De plus, le couple désire vivre au Canada six mois par an et envisage de travailler. La Reine aurait été informée de cette nouvelle par la presse. Adelaïde de Clermont-Tonnerre, Philip Turle, Jérôme Carron, Maud Garmy, Baptiste Mathon ou encore Ariane Dubois commentent ce choix audacieux et ses conséquences au sein de la famille royale britannique.

UNE PLANÈTE PARFAITE



21h00



Le soleil et les volcans sont deux forces primitives qui ont accompagné la naissance de la planète. Deux forces essentielles à l'origine de toute vie sur Terre. Au pied du volcan Ol Doinyo Lengai, en Tanzanie, le lac Natron, l'un des plus corrosifs de la planète, abrite les flamants nains d'Afrique de l'Est. Dans l'océan Pacifique, les îles de l'archipel des Galápagos sont volcaniques. Malgré le danger, les iguanes s'y aventurent.

OPJ



21h00



Divorcé et bagarreur, Angelo Ferrier a tout du bon policier, et pourtant tout le monde doute de lui. C'est la disparition d'un gros paquet de cash lors d'une perquisition irrégulière qu'il a menée seul il y a 16 ans qui a brisé la confiance de ses collègues. Lorsque le braqueur à l'origine de sa mauvaise réputation est retrouvé émasculé quelques jours après sa sortie de prison, le capitaine Ferrier se retrouve au centre de l'attention. Non seulement celle de la hiérarchie policière, peu enthousiaste...



LA SÉLECTION DE MIDI LIBRE

REAL HUMANS



21h00



La police finit par découvrir la vérité sur les diverses expériences menées par David Eischer. Au même moment, Inger Engman comprend brusquement le lien qui existe avec Anita. Kevin, de son côté, ne supporte plus les persécutions continues de Rick. Il décide de partir et retourne vivre chez son beau-père, qu'il trouve bien changé. Après une longue attente, Leo retrouve enfin sa chère Mimi...

LE GRAND URBAIN



21h00



Eric et Quentin, aux commandes du Grand Urbain, font découvrir le rap à travers les prestations d'artistes débutant leur carrière. Encore marginal, le hip-hop féminin se développe sous l'impulsion de jeunes femmes décidées à trouver leur place dans une culture urbaine dominée par les hommes. Tracy De Sà, Marie Plassard et Elia viennent présenter leurs chansons, portées par des textes forts.

MAISON À VENDRE



21h00



A Vence, Armande, 84 ans, et Michel, 88 ans, veulent quitter leur maison, qui n'est plus du tout adaptée à leur âge avec ses nombreux escaliers. Aurélia, Jessica et Katia, trois soeurs, doivent vendre leur maison familiale de Vaugrigneuse, dans l'Essonne, dans laquelle elles ont passé leur enfance.

JOSÉPHINE



21h00



Joséphine, la célibataire gentiment hystérique, et Gilles, doux et homme parfait, vivent un bonheur sans nuage. Ils ont même acheté un appartement, que la mère de Joséphine refuse de voir. Tandis que sa soeur Diane, la préférée de sa mère, squatte dans leur appartement après un mariage avorté, Joséphine découvre qu'elle est enceinte. Elle ne se sent pas prête du tout. Comme elle n'est pas mariée avec Gilles, elle ne veut pas annoncer tout de suite la nouvelle à sa mère pour ne pas la choquer.



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:09
Dohr	12:54
Asr	16:41
Maghreb	19:50
Icha	21:25

MAROC

LES APPELS À LA RÉDUCTION DES PRIX DU CARBURANT SE MULTIPLIENT

Les appels à la réduction des prix du carburant se multiplient au Maroc, sur fond d'indifférence du gouvernement et du Premier ministre Aziz Akhannouch qui continuent d'ignorer les revendications du peuple marocain. Les sociétés de distribution de carburant et à leur tête celle détenue par Akhannouch, dont les Marocains ne cessent de réclamer le départ, sont la cible de critiques acerbes à cause de l'augmentation significative de leurs marges bénéficiaires au détriment du bien-être des citoyens, outre les soupçons de recours à des pratiques illégales.

Le Conseil de la concurrence a également été mis en cause pour ne pas avoir pris d'initiatives pour réprimander les sociétés pétrolières non respectueuses de la loi et protéger le consommateur marocain, malgré les demandes incessantes appelant à son intervention.

A cet égard, le Syndicat national des professionnels du transport routier, affilié à la Confédération démocratique du travail (CDT) a demandé au Conseil de la concurrence de rendre compte de l'issue de la plainte qu'il a déposée concernant l'existence éventuelle de pratiques anti-concurrentielles sur le marché de la distribution de carburant.

De son côté, le parti "Nahj Dimocrati" (Voie démocratique) a souligné que la hausse continue des prix du carburant, et donc des prix des matières premières, était causée par la "domination des lobbies monopolistiques et leur enrichissement scandaleux au détriment des besoins quotidiens de millions de pauvres et de démunis". Dans un communiqué, le parti a



exigé une annulation des hausses successives des prix du carburant et a demandé leur plafonnement, avec "la récupération de l'argent pillé par la mafia des hydrocarbures et la reprise de l'activité de la raffinerie "Samir".

Le parti marocain a, en outre, appelé à la libération de tous les détenus politiques, l'arrêt des politiques répressives systématiques contre la liberté d'expression, la liberté d'association, de réunion et de manifestation, et à mettre un terme à l'état d'urgence sanitaire. D'autre part, "Nahj Dimocrati" a dénoncé ce qu'il considère comme étant un "mépris" pour la vie des citoyens abandonnés à leur sort après avoir été victimes des incendies ayant ravagé le nord du royaume.

Pour sa part, la Confédération marocaine du travail a dénoncé la poursuite du pillage de l'argent des Marocains par les compagnies pétrolières, et ce en l'absence de mécanismes de contrôle institutionnels.

Elle a également critiqué l'inertie et l'incapacité du gouvernement à protéger les citoyens, l'appelant à prendre des mesures pour stopper la hausse des prix en fixant la marge bénéficiaire et en revoyant la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe sur la consommation. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion de son bureau exécutif, la Confédération marocaine a fait état de "l'aggravation de la crise inflationniste et de la hausse des prix, notamment ceux du carburant, malgré leur baisse au niveau international". Cet état de fait, ajoute la même source, confirme que "les compagnies pétrolières profitent de la crise, de la décision de libéralisation des prix et de l'absence de contrôle pour accumuler les gains".

Les chauffeurs de taxi ont également exprimé leur indignation quant aux hausses successives du prix du carburant, d'autant que le présumé "soutien" annoncé par le gouvernement fait l'objet de nombreuses critiques.

JEUX DE LA SOLIDARITÉ ISLAMIQUE ALGÉRIE 2022

Le budget dévoilé

L'Algérie se présente avec 147 athlètes à la 5^e édition des Jeux de la Solidarité Islamiques, qui auront lieu à Konya en Turquie, du 9 au 18 août prochain. L'Etat algérien a consacré un budget conséquent pour que nos athlètes puissent réaliser une participation honorable dans les différentes disciplines.

L'Algérie s'apprête à prendre part aux Jeux de la Solidarité Islamique à partir du 9 août prochain. Comme a déclaré le ministre de la jeunesse et des sports, Abderrazak Sebgag, l'Etat algérien ne va pas lésiner sur tous les moyens afin que notre pays assure une participation honorable dans les prochaines compétitions.

A cet effet, l'Etat algérien a consacré un budget conséquent pour les Jeux de la Solidarité Islamique à Konya. Le secrétaire général du comité olympique algérien, Kheireddine Barbari, a révélé que 10 milliards de centimes ont été alloués à cette manifestation. « Ce budget couvre l'équipement sportif et le transport de la délégation (aller-retour), ainsi que les frais de voyage vers la Turquie des sportifs algériens se trouvant dans d'autres pays ». Dira-t-il, dans une déclaration accordée à l'APS.

147 athlètes algériens seront présents à Konya

L'Algérie sera représentée par 147 athlètes à Konya dans de différentes compétitions. C'est ce qu'a annoncé le président de la délégation, Yassine Gouri, dans une conférence de presse animée au musée du comité olympique et sportif algérien à Alger.

« La délégation algérienne sera composée de 147 athlètes dont 36 filles répartis dans les disciplines suivantes: Athlétisme (14 garçons, 4 filles), Kickboxing (14 G, 5 F), Karaté (8 G, 8 F), Judo (6 G, 7 F), sports boules (13 G, 2 F), raflé (3 G, 3 F), Football (23 joueurs), Lutte (10 G), Cyclisme (12 G, 1 F), Haltérophilie (4 G, 3 F), natation (1 nageur), handisport (13 G, 3 F) ». A-t-il annoncé. En revanche, plusieurs champions algériens ne seront pas concernés par les Jeux de la Solidarité Islamique pour diverses raisons. On cite notamment Yasser Triki (triple saut) et Djamel Sedjati (800 mètres).

CONSTANTINE

Une tumeur de 13 kg retirée de l'ovaire d'une femme

Une équipe d'un hôpital à Constantine a réussi à extirper une tumeur de 13 kg de l'ovaire gauche d'une femme, a indiqué la Radio algérienne.

L'opération a été réalisée à l'hôpital public El Bir sur une femme de 57 ans, originaire de Constantine. Elle a duré trois heures et a été menée par le chirurgien Anis Smati, selon la même source. La femme souffrait de cette tumeur depuis sept ans. Elle s'est présentée aux services des urgences de cet hôpital il y a cinq jours. Après concertation, l'équipe médicale a décidé de réaliser l'opération. Toutes les analyses médicales ont été effectuées sur la malade et la quantité de sang nécessaire pour les besoins de l'opération a été mobilisée, a indiqué le Dr Smati à la Radio locale. Cette femme dont l'identité n'a pas été révélée « n'a pas eu la chance » d'être traitée par d'autres hôpitaux du pays pour des raisons inconnues, ajoute la même source qui souligne la rareté de ce genre de tumeur.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ALGÉRIE

CONTRACTION DU PIB EN 2022 ET 2023

La croissance devrait ralentir en 2022 à 3,7 % et en 2023 à 2,6 %, en raison d'une production pétrolière limitée, a indiqué la Banque africaine de développement (BAD), dans son dernier rapport sur les perspectives économiques du pays.

Toutefois, les balances budgétaire et courante affichent une tendance à la hausse à court terme (0,9 % et 0,2 % du PIB en 2022), selon la même institution.

La nette amélioration des finances publiques et de la balance courante est due à l'impact positif à court terme de la crise ukrainienne sur les exportations

algériennes d'hydrocarbures. Néanmoins, cette forte dépendance aux prix du pétrole souligne la nécessité d'une diversification économique, notamment vers la pétrochimie, le gaz et les produits agricoles qui ont un fort potentiel d'exportation, selon le même rapport.

L'inflation devrait augmenter en 2022, compte tenu de la tendance à la hausse des prix mondiaux et d'une politique monétaire qui devrait rester expansionniste. Les principaux risques sont l'aggravation de la crise sanitaire et la détérioration des termes de l'échange, selon le rap-

port de la BAD. L'inflation a augmenté en 2021 pour atteindre 7,0 %, en raison de la moindre disponibilité des denrées alimentaires. La banque centrale a assoupli la politique monétaire en réduisant le taux de réserves obligatoires de 10 % à 2 % et son taux directeur de 3,5 % à 3 %, et a assoupli les règles prudentielles du secteur bancaire.

La dette publique, essentiellement intérieure, a fortement augmenté ces dernières années, pour atteindre l'équivalent de 59,2 % du PIB en 2021, a précisé le même rapport.